940.91
V97p

Petite Bibliothèque de la Guerre

MAXIME VUILLAUME

POURQUOI L'ENTENTE DOIT VAINCRE

ATTINGER FRÈRES, ÉDITEURS

PARIS
30, Boulevard St Michel

NEUCHATEL
7, Place A.-M. Piaget

Digitized by the Internet Archive
in 2017 with funding from
University of Illinois Urbana-Champaign Alternates

https://archive.org/details/pourquoilentente00vuil

POURQUOI L'ENTENTE

DOIT VAINCRE

POURQUOI L'ENTENTE DOIT VAINCRE

ATTINGER FRÈRES ÉDITEURS

PARIS
30, Boulevard St-Michel

NEUCHATEL
7, place A.-M. Piaget

940.91
V97p

Pourquoi l'Entente doit vaincre

Pourquoi l'Entente doit vaincre?

Elle doit vaincre parce que, seule des deux adversaires, elle possède à la fois :

La puissance militaire ;
La puissance financière ;
La puissance alimentaire ;
La puissance industrielle.

Les effectifs franco-britanniques, répartis sur le grand front occidental — le véritable front de la guerre, celui sur lequel s'exercent en vain les efforts de l'ennemi — sont supérieurs aux effectifs des empires centraux.

De l'aveu unanime, de l'aveu même de l'adversaire, le matériel de guerre de l'Entente est aujourd'hui supérieur au matériel allemand.

La puissance financière de l'Entente, à laquelle est venue s'ajouter celle de l'inépuisable trésor des États-Unis, est indéniablement supérieure à celle de l'Allemagne et de ses alliés.

La désastreuse situation alimentaire dans laquelle on se débat à Berlin, à Vienne, partout dans les deux empires, est aujourd'hui connue dans le monde entier.

1002761

Quant à la puissance industrielle de l'Entente, la vie intense des milliers d'usines dont les cheminées fument en Angleterre comme en France en témoigne. Là encore l'industrie américaine, la plus colossale du monde, s'ajoute aux forces des Alliés.

Ce sont ces quatre puissances : militaire, financière, alimentaire, industrielle, que nous allons esquisser rapidement.

La conclusion s'imposera, d'une netteté et d'une vérité inattaquables :

L'Entente doit vaincre.
Elle vaincra.

I. — LA PUISSANCE MILITAIRE

Avec les premiers jours d'août 1917, le monde a vu s'ouvrir la quatrième année de guerre.

Le contraste entre la situation des belligérants et celle qui résultait des premiers combats est frappante. Le vainqueur d'hier avait eu des succès faciles. Contre la Belgique désarmée, contre la France surprise, la Serbie vaillante mais impuissante, la Roumanie abandonnée à ses seules forces, la Russie dépourvue de matériel et de munitions, la victoire de l'adversaire était assurée d'avance. Les temps sont changés. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un rapide coup d'œil sur les opérations militaires les plus récentes du front occidental, dans l'Aisne, dans les Flandres, sur les rives de la Meuse, où les formidables artilleries des Alliés de l'Entente « pilonnent » les retranchements de l'ennemi, tandis que ses soldats, marchant à l'assaut, enlèvent les positions les plus imprenables, bousculant sur leur passage les troupes les plus aguerries des empires centraux.

Visiblement, sans qu'on en puisse douter un seul instant, les

armées de l'Entente ont reconquis sur le front occidental, l'initiative de l'offensive. Ce sont elles qui attaquent dans les Flandres. Elles attaquent encore sur le plateau glorieux du Chemin des Dames. Elles attaquent sous Cambrai. Ce sont toujours les Alliés de l'Entente qui attaquent dans ce secteur de Verdun qui a vu déjà leur résistance héroïque. Les armées ennemies sont forcées de reculer partout, et ce n'est pas là un recul « stratégique ».

Ce n'est un secret pour personne que, dès le principe des hostilités, les effectifs des armées alliées étaient loin d'être ce qu'ils sont aujourd'hui. L'armée anglaise, qui tient aujourd'hui 138 kilomètres du front occidental sur une longueur totale de 739 kilomètres, n'était encore que la « méprisable petite armée » du général French qui, soit dit en passant, eut sa part glorieuse dans l'immortelle victoire de la Marne. L'Italie n'entre en guerre qu'en 1915. L'armée française est seule, aux premiers mois de la guerre, à soutenir — et elle le soutint on sait avec quelle vaillance — le choc formidable du flot dévastateur.

Les Forces de l'Entente sur le front.

De quelles forces disposent aujourd'hui, pour continuer la lutte jusqu'à la victoire finale, les armées de l'Entente? On comprend qu'il soit impossible de publier ici les chiffres des effectifs des combattants. Ce sont là des secrets de guerre qui ne doivent pas être divulgués. Il est facile pourtant de montrer que l'Entente est assurée de ressources en hommes capables de tenir tête, pour longtemps encore, aux forces de l'adversaire, et même de garder sur son front occidental — répétons-le, le front décisif de la guerre, — ce qu'elle a déjà acquis : la supériorité de l'offensive.

On calcule en général qu'un pays peut mettre sous les armes le dixième de sa population, augmenté d'un tant pour cent proportionnel au degré de préparation militaire.

La France, qui possède 39 millions d'habitants, a levé plus de 6 millions d'hommes, répartis sur le front de bataille et à l'arrière.

L'Angleterre, qui n'a pas atteint son effort suprême, a levé, d'après les chiffres donnés par M. Asquith à la Chambre des Communes, 5 millions d'hommes. L'Italie, avec ses 35 millions d'habitants, a levé 5 millions d'hommes. L'Entente — ses principaux éléments — posséderait ainsi 16 millions d'hommes sous les armes. Si l'on y ajoute les 2 millions d'hommes que les États-Unis comptent mettre en ligne en 1918, cela fait, pour les forces de l'Entente, 18 millions d'hommes.

C'est un chiffre qui, mis en face des forces austro-allemandes, peut rassurer les plus prévenus. L'Allemagne, avec ses 65 millions d'hommes, l'Autriche, avec ses 52 millions, n'ont pas mobilisé plus de 12 millions d'hommes, auxquels il faut joindre les quelques centaines de mille hommes = un million peut-être — des troupes turques et bulgares. En touf 13 millions d'hommes.

Ce n'est là, toutefois, qu'une appréciation en bloc des forces comparées des adversaires. Elles comprennent aussi bien les forces du front que celles de l'arrière. Nous pouvons y ajouter quelques précisions intéressantes. La France possède, dans la zone des armées, 3 millions d'hommes, ce qui assure à ses effectifs une supériorité d'un tiers sur ceux du premier mois de la guerre. Les pertes en hommes, si considérables chez l'ennemi, sont en décroissance continue dans l'armée française. Lors des batailles de Charleroi et de la Marne, les pertes en hommes tués, prisonniers et disparus étaient évaluées à 5,41 0/0 des hommes mobilisés à l'époque. Pendant les six premiers mois de 1915, ce chiffre s'abaisse à 2,29 0/0. Il n'est plus que de 1,69 pendant le deuxième semestre. Il est de 1,41 pendant le premier semestre de 1916, et, enfin, il se fixe à 1,28 pendant le deuxième semestre de 1916. Cette décroissance continue dans nos pertes d'hommes permet tous les optimismes. Les effectifs français sont assurés d'une longue durée.

EFFECTIFS COMPARÉS
DES BELLIGÉRANTS
ENTENTE
18 millions
FRANCE 6 millions
ANGLETERRE 5 millions
ITALIE 5 millions
ETATS-UNIS 2 millions
EMPIRES CENTRAUX
13 millions
ALLEMAGNE
AUTRICHE-HONGRIE
TURQUIE
BULGARIE
DECROISSANCE DES PERTES FRANÇAISES
par rapport aux effectifs mobilisés
1914
1915
1916

Planche I

Le magnifique effort anglais vaut qu'on s'y arrête. En 1914, l'Angleterre part en campagne avec 175.000 hommes. Dès le mois d'octobre de cette même année, elle enregistre 750.000 volontaires. Six mois après, elle en compte 2 millions. En septembre 1915, ce chiffre s'élève à 3 millions et, au commencement de 1916, près de 4 millions. Aujourd'hui, après l'introduction du service obligatoire, l'armée anglaise compte plus de 5 millions de soldats.

A la séance de la Chambre des Communes du 14 janvier 1918, Sir Auckland Geddes, ministre du Service National, déclarait que l'armée britannique comptait plus de 4 millions d'hommes. L'effort fourni par la nation, en tenant compte des pertes, des prisonniers, malades et mutilés, se chiffrait par 7.500.000 hommes, dont 4 millions et demi fourni par l'Angleterre seule, 620.000 par l'Écosse, 280.000 par le pays de Galles, 170.000 par l'Irlande et 900.000 par les Dominions et colonies.

Dans ce total n'entre pas le nombre énorme des travailleurs des usines de munitions, des chantiers maritimes, etc.

On sait quels magnifiques efforts ont réalisé les colonies anglaises. Le Canada seul, qui a une population de 8 millions d'habitants, a enrôlé, dès le début de sa participation, bien près de 400.000 volontaires. Rien qu'en 1916, il a transporté sur notre front 165.000 hommes. Et quels hommes ! Un demi-million de Canadiens sont sur les champs de bataille de l'Entente.

L'effort anglais, auquel il faut joindre celui des Canadiens, Australiens, Néo-Zélandais — les fameux Anzacs, — Hindous, tient tête, sur le front occidental, à 42 divisions allemandes, tandis que l'armée française doit faire face elle-même à 81 divisions sur un front de plus de 600 kilomètres. On se rendra compte de la répartition des forces sur le front occidental quand on saura qu'une division allemande s'étend sur 4 km. 700 du front, une division française occupant elle-même 5 km. 500, soit 1/6e de plus en longueur.

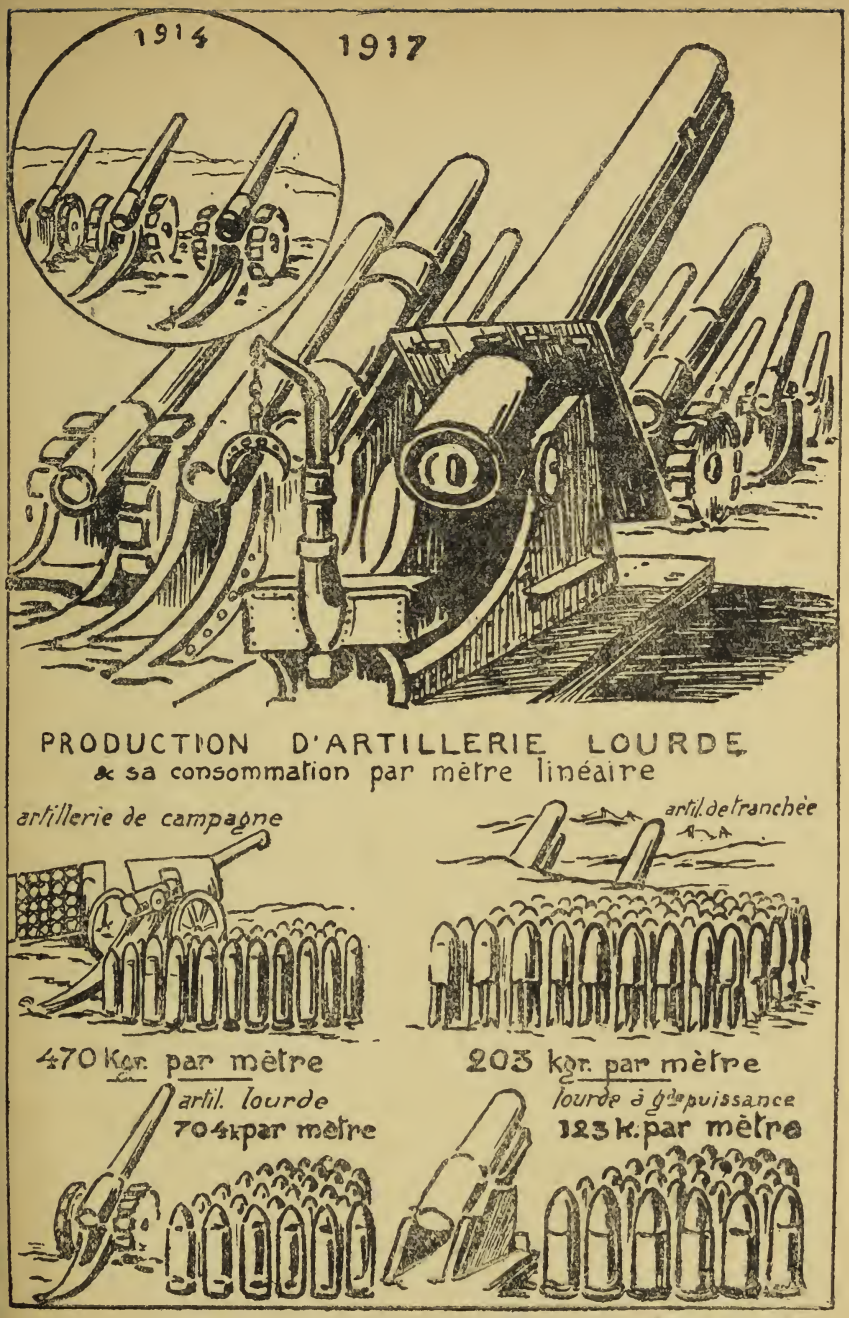

1914
1917
PRODUCTION D'ARTILLERIE LOURDE
& sa consommation par mètre linéaire
artillerie de campagne
470 Kgr. par mètre
artil. de tranchée
203 kgr. par mètre
artil. lourde
704 k par mètre
lourde à grde puissance
123 k. par mètre

Planche II

La Puissance de l'artillerie française.

A ces puissants effectifs, il faut un matériel également puissant. Les luttes militaires modernes sont, avant tout, des luttes d'artillerie. Tirs de destruction, tirs de barrage, emplissent de leur fracas les nuits et les jours. L'armée allemande entre en campagne avec une colossale artillerie lourde, dont était presque totalement démunie l'armée française, la seule qui pût s'opposer à l'envahisseur. Un seul chiffre suffirait à démontrer l'effort accompli à ce jour. La France, en 1914, possédait 300 pièces d'artillerie lourde, elle en possède aujourd'hui 6.000. Dans les récentes offensives, elle put mettre en jeu un canon lourd par 25 mètres de front. Si l'on compte l'artillerie lourde de tranchée, on arrive à la moyenne d'un canon lourd pour 8 mètres du secteur d'attaque. Ces pièces lourdes, jadis insuffisamment approvisionnées, ont aujourd'hui des réserves colossales de projectiles. Au cours des récentes offensives, les armées alliées de l'Entente ont lancé, par mètre linéaire de tranchée ennemie, 470 kilogrammes de projectiles de campagne, 203 kilogrammes de projectiles d'artillerie de tranchée, 704 kilogrammes de projectiles d'artillerie lourde et 123 kilogrammes de projectiles d'artillerie lourde dite de grande puissance, soit de calibres allant du 280 au 420 et même au 520.

Les forces en matériel de guerre des Alliés de l'Entente sont aujourd'hui proportionnelles aux forces en effectifs et il n'est pas osé d'affirmer qu'elles sont supérieures aux forces correspondantes des armées des empires centraux. Voyons d'abord ce qui s'est fait en France, où tout était à créer, non seulement en artillerie lourde, mais aussi en mitrailleuses. Les graphiques publiés ici, établis par la direction de l'armement, montrent clairement aux yeux l'immense effort qui a été mené à bonne fin.

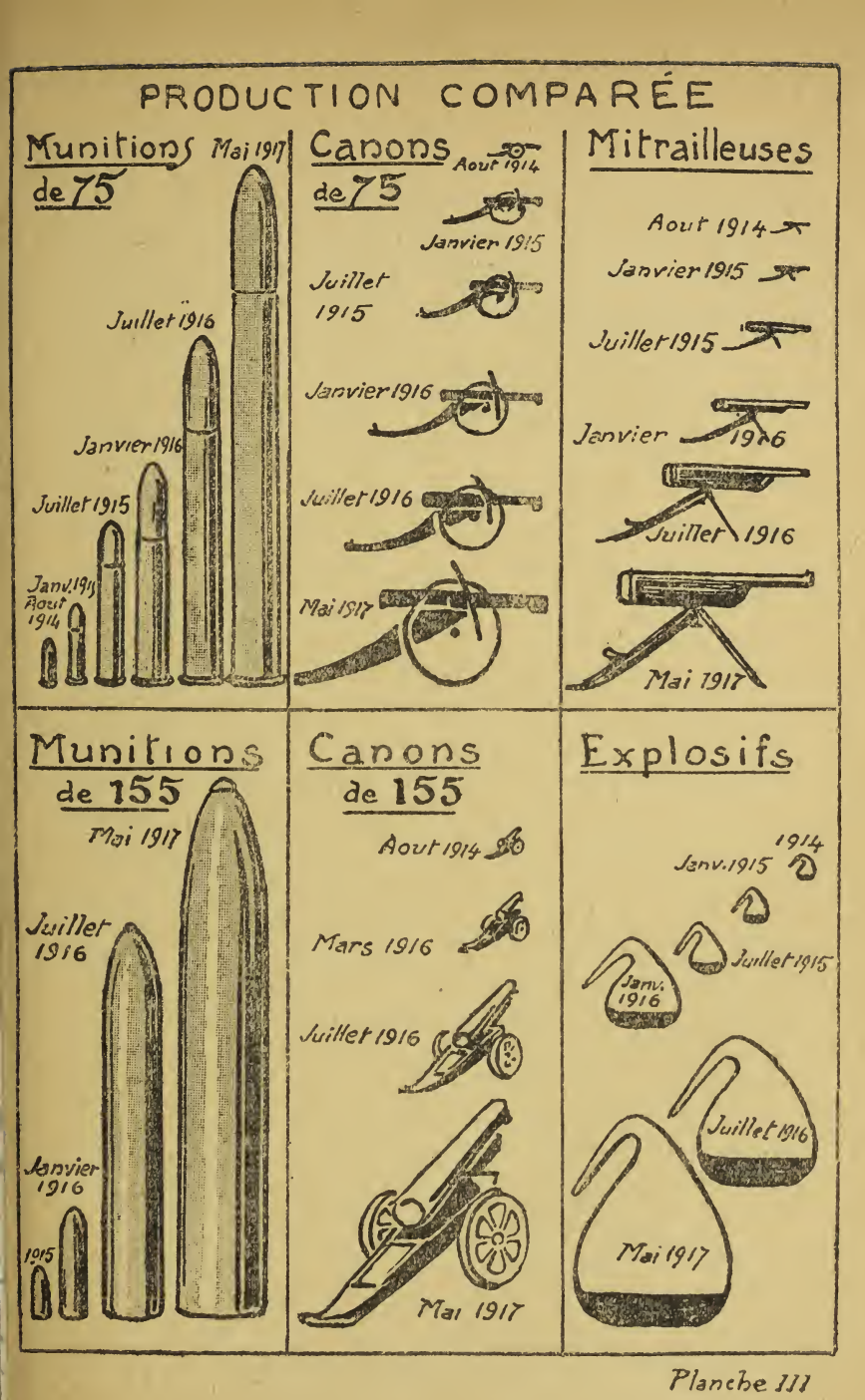

PRODUCTION COMPARÉE
Munitions de 75
Mai 1917
Juillet 1916
Janvier 1916
Juillet 1915
Janv. 1915
Aout 1914
Canons de 75
Aout 1914
Janvier 1915
Juillet 1915
Janvier 1916
Juillet 1916
Mai 1917
Mitrailleuses
Aout 1914
Janvier 1915
Juillet 1915
Janvier 1916
Juillet 1916
Mai 1917
Munitions de 155
Mai 1917
Juillet 1916
Janvier 1916
1915
Canons de 155
Aout 1914
Mars 1916
Juillet 1916
Mai 1917
Explosifs
1914
Janv. 1915
Juillet 1915
Janv. 1916
Juillet 1916
Mai 1917

Planche III

D'août 1914 à mai 1917, — date extrême figurée sur les graphiques, — on suit, pour ainsi dire pas à pas, l'énorme accroissement du travail de production des usines de guerre en ce qui concerne les principales fabrications : canons de 75 de campagne, canons lourds de 155, munitions de 75 et de 155, explosifs servant à les charger et, enfin, mitrailleuses. L'armée allemande était entrée en campagne avec 50.000 mitrailleuses, auxquelles nous ne pouvions opposer qu'un faible matériel de 2.500 armes; c'est ce qu'on appela la « surprise des mitrailleuses ». Aujourd'hui, ces « vipères de la bataille » sont aux mains de nos soldats en nombre au moins égal à celles de l'adversaire.

Veut-on d'autres chiffres tout aussi parlants que les graphiques? Ils nous sont encore fournis, pour la France, par les tableaux officiellement dressés par le Service de l'Armement et des Munitions. Dans ces tableaux, le chiffre 100 exprime, par convention, la puissance de production telle qu'elle était à la date d'août 1914. Si donc, on part de ce chiffre 100 au début des hostilités, on voit que déjà, en mai 1915, pour les obus de 75 il s'élevait à 1.400, soit à une fabrication 14 fois plus forte ; en décembre 1915, il monte à 2.900, puis à 3.570 en mars 1916, à 3.940 en octobre 1916, soit 40 fois ce qu'il était en août 1914. Même progression rapide pour les canons de 75 qui, de 100 en août 1914, montent à 3.220 — 32 fois plus — en octobre 1916 ; pour les mitrailleuses qui, de 100 en août 1914, montent à 16.430 — 164 fois plus — en octobre 1916; pour les explosifs qui, de 100 en août 1914, montent à 3.750 — 37 fois plus — en octobre 1916 ; pour les canons lourds, pour les canons de tranchées, etc.

Partout la fabrication multiplie ses efforts. Les usines anciennes, celles qui sont la gloire métallurgique de la France : le Creusot, Saint-Chamond, doublent et triplent leur personnel et leurs moyens mécaniques de production. Les usines nouvelles s'élèvent par centaines. Il n'est pas, sur toute la superficie de la France, une

usine qui chôme. Partout les marteaux retentissent, les machines ronflent, les obus sortent par milliers et centaines de milliers des presses et des fours. On voudrait pouvoir donner des chiffres. Ce sont les batailles d'artillerie du front qui sont les meilleurs garants de la force en matériel des armées de la France.

Non seulement l'artillerie et les munitions, mais tout ce qui concourt à la préparation de l'offensive a été l'objet des préoccupations incessantes de l'armement. En particulier l'aéronautique, dont le développement depuis le début des hostilités a été considérable. Avions de réglage des tirs, avions de reconnaissances, avions de bombardement, sont aujourd'hui en nombre imposant. Il suffirait, pour le montrer, de donner la liste, qui d'ailleurs est dans toutes les mémoires, des raids fameux accomplis, jusqu'à Essen, par les aviateurs français. Des types nouveaux ont été créés, possédant des moteurs trois fois plus puissants que les anciens. Le poids transportable a triplé. Le rayon d'action a doublé. Les victoires quotidiennes des aviateurs affirment la supériorité et la force de l'aéronautique militaire de l'Entente.

Le magnifique effort anglais.

L'armée française n'a pas été seule à multiplier ses forces en artillerie, munitions, aéronautique et tous engins prenant part à la bataille. L'artillerie anglaise est, comme l'artillerie française, formidable. Elle a été, comme l'armée du Royaume-Uni, créée de toutes pièces depuis le début des hostilités. Quelques chiffres suffiront à montrer l'effort immense accompli par les Anglais. Si l'on représente par 1 la production hebdomadaire des munitions anglaises à la date de juin 1915, cette production, fin décembre 1914, sera de 43 pour les munitions des canons de campagne ; de 46 pour les munitions d'obusiers de campagne (calibre 112 mm. 5) ; elle sera de 66 pour les munitions des obusiers moyens, et enfin

de 323 pour les obusiers lourds de calibre supérieurs à 155, soit pour les pièces de 155, 200, 230 et 370 millimètres.

En ce qui regarde spécialement les munitions d'artillerie lourde — et ce sont celles qui martèlent avec tant de vigueur les tranchées et abris souterrains de l'ennemi — on peut encore préciser ces chiffres. L'Angleterre fabriquait par semaine, fin décembre 1916, trois fois plus d'obus de 155, cinq fois plus d'obus de 200, trois fois plus d'obus de 230, qu'elle n'en fabriqua pendant toute la première année de la guerre. Autre évaluation, tout aussi parlante aux yeux : le chiffre d'obus achevés ou chargés durant une seule semaine dépasse environ de 30 0/0 le stock de munitions en réserve à l'ouverture des hostilités.

A la fabrication intense des munitions, correspond, en Angleterre, la fabrication également intense des canons de tous calibres. Si l'on représente par 100 le chiffre de la fabrication des canons pendant la première année de guerre, ce chiffre de 100 s'est élevé, pour la dernière période de 1916, à 4.100 pour les canons moyens et à 1.250 pour les canons lourds. Ces chiffres témoignent, à eux seuls, de l'activité des usines de guerre anglaises et du nombre toujours plus considérable des pièces anglaises tonnant sur le front occidental. Il suffit de lire le récit des attaques, telles qu'elles se préparent à chaque offensive.

Même augmentation dans la fabrication des mitrailleuses. Si on représente par 100 le total des mitrailleuses fournies à l'armée anglaise pendant la première année de guerre, ce total devrait être représenté par le chiffre 2.000 à la fin de décembre 1916. Pour les fusils, même activité. L'accroissement de la fabrication des explosifs a été aussi extrêmement rapide. Pour une tonne (1.000 kil.) d'explosifs employés en septembre 1914, on employait 350 tonnes en juillet 1915 et 12.000 tonnes en juillet 1916. Pour les engins de tranchées, la proportion, pour les bombes, a monté de 1 à 33 et le poids d'explosifs employés au chargement de ces bombes de 1 à 150.

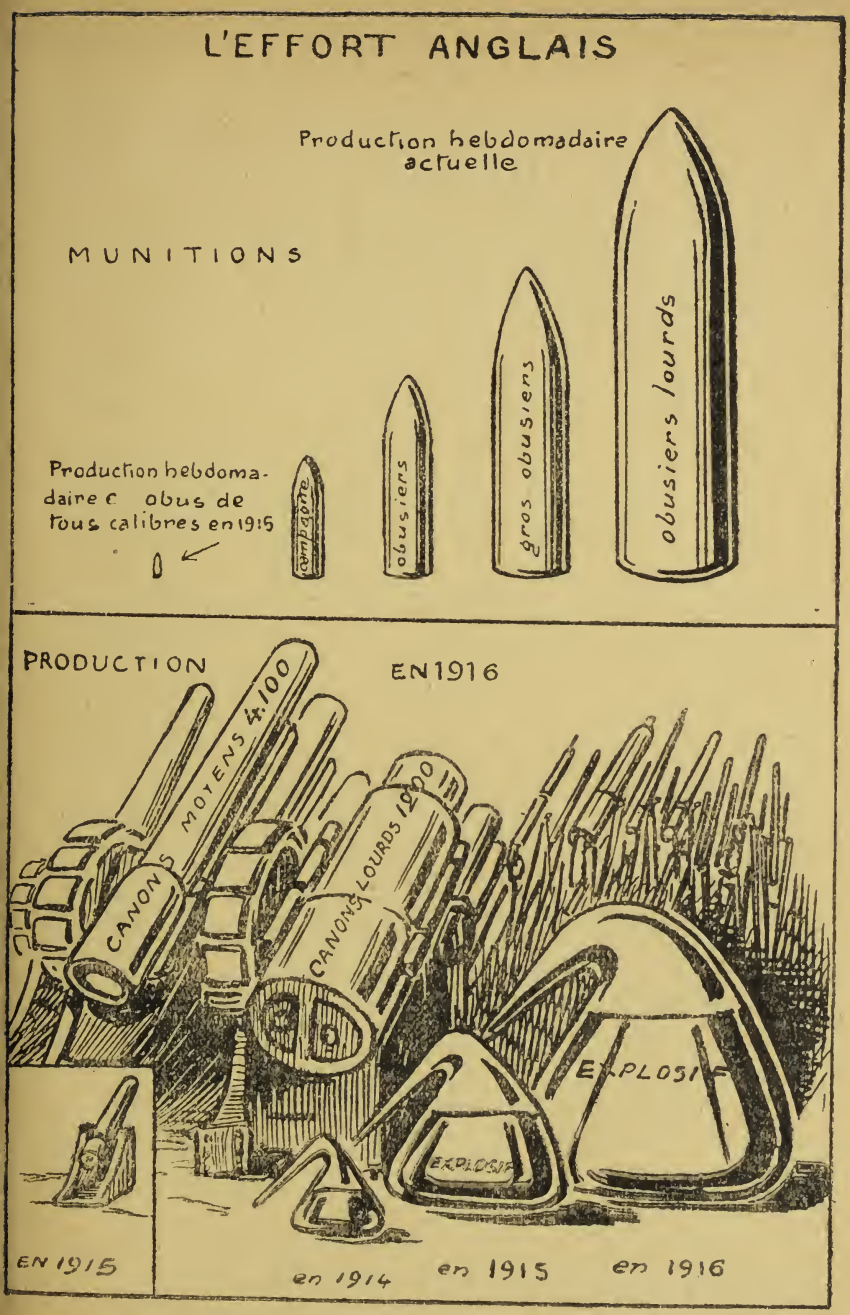

L'EFFORT ANGLAIS
Production hebdomadaire actuelle
MUNITIONS
Production hebdomadaire de obus de tous calibres en 1915
0
shrapnels
obusiers
gros obusiers
obusiers lourds
PRODUCTION EN 1916
CANONS MOYENS 4.100
CANONS LOURDS 1900
EXPLOSIF
EXPLOSIF
EN 1915
en 1914
en 1915
en 1916

Planche IV

L'activité industrielle de la métropole a été secondée par celle de ses colonies. Le Canada, au début de 1916, avait déjà produit. 22 millions d'obus. Il en envoyait en Angleterre 1.200.000 par mois Ses usines de guerre employaient plus de 100.000 travailleurs pour une proportion de 8 millions d'habitants.

Ces chiffres, qui sont extraits du *The Ministery of Munitions Journal*, sont à eux seuls la meilleure preuve de la force anglaise. Au cours d'une récente offensive, — ce chiffre peut encore être dépassé, — l'artillerie anglaise n'a pas tiré moins de 12 millions de projectiles de tous calibres.

L'Italie et les autres Alliés.

L'Italie, qui combat vaillamment pour la défense de son territoire envahi, appelle tous ses contingents disponibles. La classe 1919, qui est au front, a donné 350.000 hommes nouveaux. Les visites de réformés ont fourni environ 800.000 hommes. Elle a commencé le recensement de la classe 1920, qui donnera un contingent de 400.000 hommes. Une dépêche de Rome, en date du 16 décembre 1917, dit que les contingents nouveaux appelés sous les drapeaux par le gouvernement italien se chiffrent à 800.000 hommes.

Avec les contingents des classes déjà appelées sous les armes et qui comprennent les hommes nés de 1874 à 1899, le nombre d'hommes qui se trouveront bientôt sous les drapeaux en Italie atteindra le chiffre de 5 millions.

La fabrication intense du matériel de guerre italien ressort de l'examen des chiffres du personnel employé dans les usines. 546.784 ouvriers et ouvrières travaillaïent en février 1917, dont 90.490 femmes, dans plus de 2.300 usines de guerre. L'armée italienne possède une artillerie, pièces de campagne ou pièces lourdes, fort remarquable.

Aux armées italiennes se joignent les armées roumaines, serbes et portugaises.

La Belgique tient sa place sur le front occidental, où elle monte la garde sur la frontière de l'extrême-nord, côte à côte avec les soldats franco-britanniques gardiens du front occidental.

La Puissance militaire américaine.

Dans les premiers jours de juillet 1917, quelques jours après le débarquement en France du premier contingent américain commandé par le général Pershing, l'illustre philosophe H. Bergson, interrogé sur l'impression que lui avait laissée son récent séjour aux États-Unis, faisait la déclaration suivante :

« L'Amérique entre dans la guerre avec la résolution inébranlablement prise d'en finir avec le militarisme prussien. Elle emploiera à cette tâche la totalité de ses ressources. Elle veut être, elle sera le réservoir d'où s'écouleront, sans interruption, vers l'Europe, dès qu'aura pu être créé un système régulier de transports, les matières premières, les vivres, les munitions, les canons, et, par-dessus tout, les hommes. Le supplément de forces qu'elle nous assure est formidable. Nous avions, jusqu'à présent, la certitude morale de vaincre. L'intervention américaine nous en apporte la certitude mathématique. C'est le plus grand événement qui se soit accompli depuis la bataille de la Marne. »

Aux récentes nouvelles, l'ensemble des forces militaires des États-Unis atteignait (octobre 1917) le chiffre de 1.750.000 hommes. Cet immense effort a été accompli avec une rapidité et une continuité admirables.

L'armée américaine, quand les hostilités furent déclarées, était loin de présenter un total aussi imposant. L'armée régulière ne comptait que 120.000 hommes. La garde nationale ne possédait

que 160.000 hommes. C'est sur ces bases plutôt modestes que les États-Unis durent installer leur effort.

L'armée régulière fut tout d'abord portée à 300.000 hommes, la garde nationale à 400.000 hommes, Le contingent de la conscription vint s'ajouter à ces forces déjà organisées qui formèrent ensemble une quarantaine de divisions.

Les enrôlements volontaires se poursuivirent avec un tel enthousiasme, que de la déclaration de guerre au 17 août, ils avaient déjà atteint pour la marine 121.514 hommes et pour l'armée de terre 327.345 hommes, dont 190.347 pour l'armée régulière. Des unités nouvelles furent créées ; on forma, entre autres, 25 régiments supplémentaires du génie.

Le problème des cadres fut résolu avec une telle hardiesse qu'on comptait, au début de septembre, les 30.000 officiers nécessaires pour encadrer et pour instruire le premier contingent de la conscription. L'encadrement de 700.000 conscrits à incorporer à l'automne 1917 a été préparé dans seize camps correspondant à autant de régions territoriales.

L'armée américaine est organisée sur le modèle européen ; les divisions étant de 19.000 hommes, on pourra en organiser 55 formant 18 corps d'armée et 6 armées.

Avec de tels préparatifs, on ne peut douter que, rapidement, des forces considérables viendront s'aligner sur le front occidental des armées de l'Entente.

En ce qui concerne l'artillerie, aux termes d'un accord conclu entre le gouvernement américain et le haut commissaire français aux États-Unis, M. André Tardieu, le gouvernement américain a adopté les deux principaux matériels d'artillerie française, le canon de 75 de campagne et l'obusier rapide de 155. Le corps expéditionnaire du général Pershing a reçu des autorités françaises, à son arrivée, son artillerie de campagne, son artillerie à tir rapide et son artillerie de tranchée, ce qui accélérera naturellement son

entrée en ligne. En même temps, les fabrications en France et en Amérique ont été organisées de telle sorte que l'armée américaine puisse recevoir sans délai, au fur et à mesure de la formation des unités, les canons légers et lourds avec les munitions qui leur seront nécessaires.

Un vaste programme d'aviation est en cours d'exécution, 20.000 avions seraient déjà en construction. Pour l'instruction des pilotes, outre six écoles préparatoires qui fonctionnent dans les principales écoles d'ingénieurs du Nord-Est, et outre les camps d'aviation militaire déjà existants, neuf grands centres d'instruction nouvellement aménagés peuvent recevoir chacun 300 élèves pilotes.

Pour montrer mieux encore, s'il est utile, la puissance militaire américaine, il suffira de reproduire les passages de deux discours prononcés, le premier en Amérique même par le ministre de la guerre M. Baker, l'autre par M. Winston Churchill, ministre anglais de l'armement. Voici ce que disait à Harrisburg le 9 octobre 1917, M. Baker devant les membres de la Chambre de Commerce :

« Sous peu le noyau des forces américaines dépassera 1.300.000 hommes. Permettez-moi de vous dire que, lorsque notre armée sera prête à prendre sa place sur le front de bataille, elle sera équipée aussi bien et mieux même que la plupart des autres. Pour chaque soldat envoyé, cinq fusils se trouvent maintenant prêts en France, tandis que chaque soldat de l'armée régulière nationale chez nous possède son fusil.

« La fabrication de l'équipement, de l'autre matériel de guerre, l'élaboration d'un grand programme de constructions maritimes et de plans sur une grande envergure pour la construction d'aéroplanes, sont presque aussi merveilleux que la lampe d'Aladin ; toutcela est le résultat d'un dur labeur du génie inventif de l'Amérique. »

Voici maintenant ce que disait, le 12 octobre 1917, M. Winston Churchill, devant les ouvriers et ouvrières de l'armement :

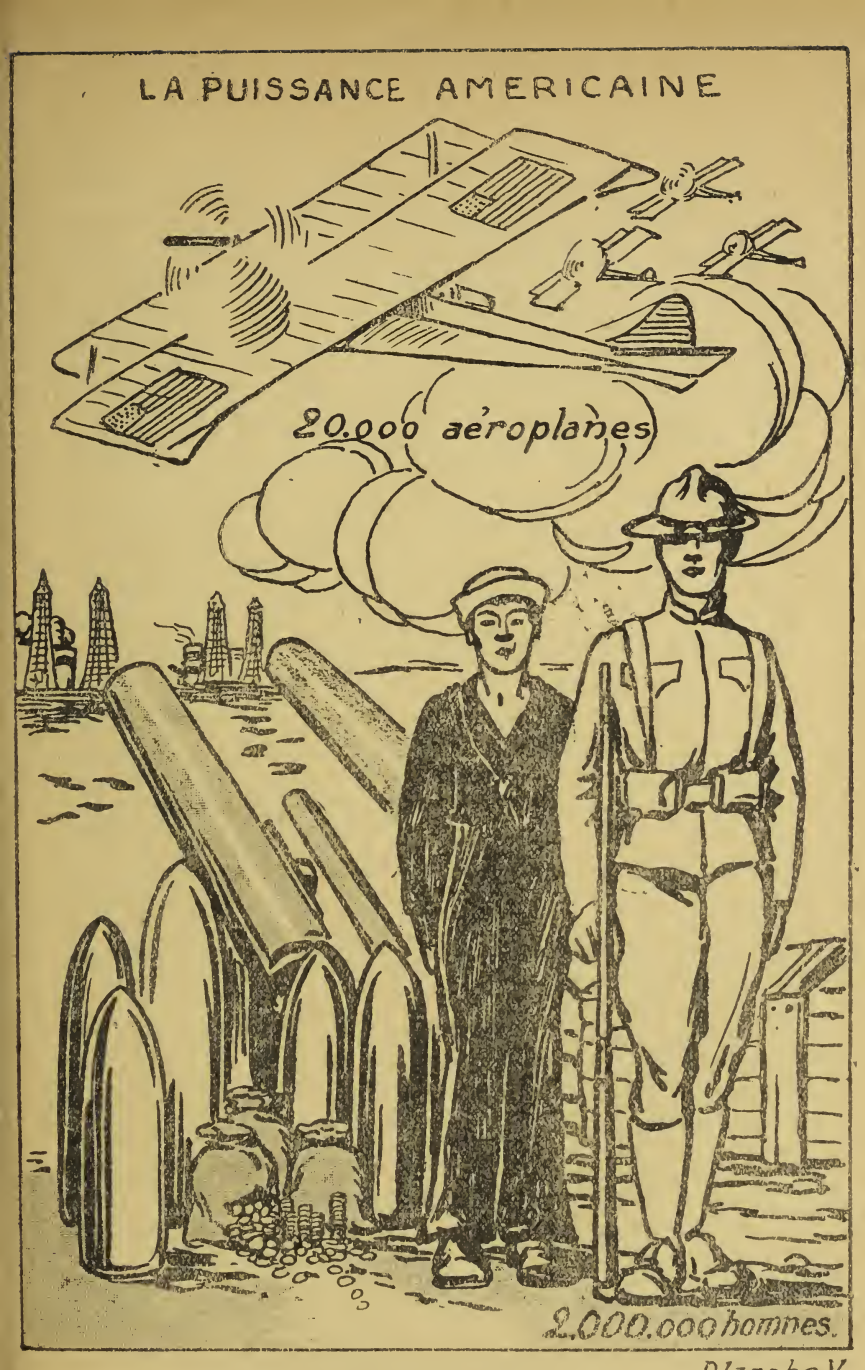
« Au cours d'un discours prononcé aujourd'hui à Leeds, M. W. H. Page, ambassadeur des États-Unis, a déclaré que son pays n'était pas entré en guerre à la légère, mais que les États-Unis avaient une ferme volonté de vaincre que seul l'accomplissement de la tâche qu'ils se sont imposée pourrait satisfaire.

« Dix millions d'Américains de vingt et un à trente et un ans, « a dit M. Page, ont été appelés au service, et si le besoin s'en faisait « sentir, une nouvelle loi appellerait de nouveaux citoyens à la cons- « cription; dix autres millions d'hommes pourraient être fournis par « la levée des citoyens de trente et un à quarante et un ans.

« D'ici peu, les États-Unis auront un million et demi d'hommes « prêts à être envoyés en France, et la préparation d'un autre million « et demi susceptibles de les rejoindre avant l'année prochaine est « fort avancée.

« Le gouvernement a 20.000 aéroplanes en fabrication et « comme 100.000 aviateurs suivront les cours de vingt-quatre « centres d'entraînement, les États-Unis auront en temps voulu les « pilotes nécessaires. » M. W. H. Page a encore ajouté que des compétences lui avaient assuré que la victoire serait remportée dans les airs. « L'aviation, a-t-il dit en terminant, renforcera le blocus au « point de rendre totale la pression économique que doit supporter « l'Allemagne. »

Le 6 octobre 1917, le ministre de la Guerre, M. Baker, annonçait à Washington que les 20.000 aéroplanes dont l'acquisition a été votée par le Congrès sont actuellement en construction ainsi que les moteurs. L'ensemble du programme de constructions aériennes est combiné de telle sorte que lorsque les appareils et les moteurs seront terminés, les pilotes seront entraînés et les mitrailleuses ainsi que les autres appareils d'équipement seront prêts également.



Planche, V

Il déclarait en même temps officiellement qu'à la fin de 1918 les États-Unis auraient mis sur pied de guerre une armée de 2.300.000 hommes qui viendraient s'ajouter aux forces de l'Entente.

M. Baker, parlant devant la Commission de l'armée du Sénat américain, le 10 janvier 1918, exposait comment l'armée des États-Unis, qui ne comptait, en avril 1917, que 9.000 officiers et 200.000 hommes, était à la fin de décembre 1917 de 1.428.000 hommes, soit, en neuf mois, une armée une fois et demie plus grande que la mobilisation totale décrétée pour la guerre de Sécession.

Pendant la même période, les sections d'aviation, qui ne comptaient que 65 officiers au 1er avril, ont été portées à 4.000 officiers et 84.000 sous-officiers et soldats.

Les dépenses nécessitées pour cet effort ont passé de 150 millions à 7 milliards et demi de dollars par an, soit environ 50 fois les crédits votés annuellement pendant la paix et 10 fois les dépenses totales du gouvernement américain en temps normal.

Les résultats obtenus en ces neuf mois sont résumés ainsi par le ministre de la Guerre :

1° La mobilisation et l'entraînement de la grande armée se sont poursuivis de telle manière que les effectifs, successivement constitués, ont pu être plus rapidement équipés que l'on ne pouvait les transporter.

2° Cette gigantesque armée a été enrôlée sans nuire sérieusement aux industries du pays.

3° L'organisation du ravitaillement s'est effectuée dans des conditions au-dessus de toute critique. Le matériel de combat et l'équipement, qui furent momentanément insuffisants au début, sont aujourd'hui complétés.

Les stocks de réserve en armes les plus modernes s'accroissent rapidement, aussi bien en artillerie, en mitrailleuses et fusils automatiques, qu'en armes à feu de toutes sortes, fabriquées et achetées

en quantités suffisantes pour tous les soldats actuellement en France, ou qui peuvent être transportés en 1918.

4° La respectable armée qui est déjà arrivée en France, et dont les officiers e t les hommes ont reçu un entraînement spécial supplémentaire, est maintenant prête au combat.

5° Des lignes indépendantes de communication desservant les magasins d'approvisionnement ou nécessaires au ravitaillement de l'armée combattante, sont en cours de construction en France.

6° Un grand programme arrêté déjà et dont l'exécution vient d'être commencée va fournir des équipements complémentaires et produire de nouveaux engins de guerre.

7° Aucune armée, égale par son importance dans l'histoire du monde, n'a été levée, équipée, entraînée aussi vite.

II. — LA PUISSANCE FINANCIÈRE

Si la puissance militaire des Alliés de l'Entente affirme pour longtemps encore leur supériorité sur les champs de bataille, la force financière semble, au premier examen, leur créer une situation nettement exceptionnelle.

Nulle part, à Paris, à Londres, à Rome, à Pétrograd, aux États-Unis, le nerf de la guerre ne fera jamais défaut. Des centaines de milliards ont déjà été dépensés, et nul symptôme de fléchissement ne se fait jour. Les stocks d'or restent considérables. Le recouvrement des impôts s'effectue de façon presque normale, ce qui est une preuve de la solidité morale des populations. Les souscriptions aux bons du Trésor affluent aux guichets. Les emprunts émis ont été autant de victoires de l'épargne nationale. Le change français, anglais ou italien, est supérieur au change allemand ou autrichien.

Les efforts consentis par les belligérants de l'Entente depuis le début des hostilités témoignent — on va le voir au seul énoncé des chiffres — de la puissance financière qui garantit d'ores et déjà l'avenir.

La Force financière de la France.

D'abord la France. Elle a dépassé les 100 milliards de dépenses de guerre. Le total des crédits votés ou sollicités, pour la période commençant le 1er août 1914 et finissant le 31 décembre 1917, s'élève à *cent deux milliards et demi*, ou en chiffres exacts à 102 milliards 642.038.907 francs. La moyenne mensuelle des crédits, depuis le début de la guerre, est la suivante :

1° Pour les cinq derniers mois de 1914 : 1.318 millions, dont 1.173 millions pour les services militaires ;

2° Année 1915 : 1.900 millions dont 1.314 millions pour les services militaires ;

3° Année 1916 : 2.743 millions, dont 1.989 millions pour les services militaires ;

4° Année 1917 : 3.360 millions, dont 2.389 millions pour les services militaires.

La progression est constante. Pour le dernier trimestre de 1917, la France dépense en chiffres ronds 120 millions par jour.

La France fait face à ces formidables dépenses avec une absolue sérénité. Quand on lui a demandé en 1915, en 1916 et en 1917, de vider son « bas de laine » dans les caisses du Trésor, elle l'a fait avec un enthousiasme et une volonté admirables.

Le premier emprunt, celui de 1915, apporte à la Défense Nationale plus de 15 milliards ; celui de 1916 apporte 11 milliards et demi. Les bons de la Défense Nationale sont aujourd'hui dans toutes les mains ; ils garnissent les riches portefeuilles ou les modestes bourses ; au 30 septembre 1917, le montant des bons

souscrits atteint 21 milliards et demi, exactement 21 milliards 503.874.000 francs, auxquels il faut ajouter 7 milliards de bons souscrits ou déposés à l'étranger. Le troisième emprunt de guerre, souscrit fin novembre 1917, dont le chiffre avait été fixé à 10 milliards, a été entièrement souscrit, et au delà.

A la séance du 28 décembre 1917 de la Chambre des Députés, le ministre des Finances M. Klotz faisait, au sujet de ce troisième emprunt, les déclarations suivantes :

« Qu'avions-nous demandé à l'épargne française de nous apporter? Dix milliards. Dix milliards effectifs.

« L'épargne a répondu en nous apportant 10 milliards 276 millions 522.000 francs, c'est-à-dire que le chiffre fixé a été largement dépassé. »

M. Klotz ajoute :

« Dans ce chiffre n'entrent pas les souscriptions recueillies à l'étranger. Ce n'est pas que nous ayons fait un appel bien sérieux au dehors, car il ne pourrait nous venir à la pensée de faire concurrence aux emprunts que nos alliés émettent chez eux. Néanmoins un chiffre appréciable sera certainement à ajouter à la somme que je viens d'indiquer.

« Quel qu'il soit aujourd'hui, les souscriptions françaises à elles seules dépassent les résultats du deuxième emprunt.

« Il est, en outre, important de constater que l'argent frais a été d'une réelle abondance, bien que le public reste attaché aux Bons de la Défense nationale puisque, entre le 15 octobre et le 15 décembre — pendant la période même de l'emprunt, — les souscriptions à ces Bons se sont élevées à 2 milliards de francs.

« La proportion du numéraire sera environ de la moitié de la souscription elle-même, ce qui nous cause une vive satisfaction.

« L'argent est venu au Trésor avec la plus large confiance. Je me félicite de l'effort qui a été ainsi accompli. »

Ces paroles furent saluées d'applaudissements unanimes.

La Banque de France, a prêté à l'État 15 milliards.

Ce sont là des symptômes indéniables de confiance dans la force financière du pays.

Rien ne saurait mieux montrer la haute tenue morale de la France que les chiffres de rendement des impôts. Les impôts rentrent, suivant l'expression consacrée, comme si l'on était en temps de paix, ou bien peu s'en faut.

Le total des recouvrements effectués pendant les trois premières années de guerre s'élève à 12 milliards 846 millions, alors que le rendement normal eût été de 14 milliards 325 millions. L'écart n'est donc que de 1 milliard 379 millions, soit 9,76 0/0.

A mesure que la lutte contre les empires centraux devient plus âpre, le contribuable français fait preuve d'une vaillance et d'une honnêteté toutes patriotiques. Ceux qui n'apportent pas à la patrie leur sang lui apportent leur argent. Ils lui apportent aussi leur or, cet or qui est par-dessus tout le véritable nerf de la guerre.

Il suffit d'un appel pour que l'or afflue dans les caves de la Banque de France. L'appel fut entendu de tous, des gros détenteurs d'or comme des plus modestes. Plus de 2 milliards d'or furent ainsi recueillis, ce qui permit de conserver intact et même d'augmenter dans de notables proportions — malgré les énormes quantités d'or envoyées à l'étranger en paiement de l'achat de matières premières et fabriquées — l'encaisse or de la Banque de France.

Fin juillet 1914, l'encaisse or de la Banque de France était de 4 milliards 104 millions de francs, Fin d'exercice 1916, malgré des sorties d'or s'élevant, depuis le commencement de la guerre, à 1 milliard 57 millions, les réserves d'or à la Banque étaient de 5 milliards 82 millions, dont 3 milliards 489 millions en caisse à Paris et 1 milliard 593 millions à l'étranger. Le stock d'or de la Banque est aujourd'hui de 3 milliards 277 millions à Paris et de 2 milliards 37 millions en dépôt à l'étranger, soit un total de

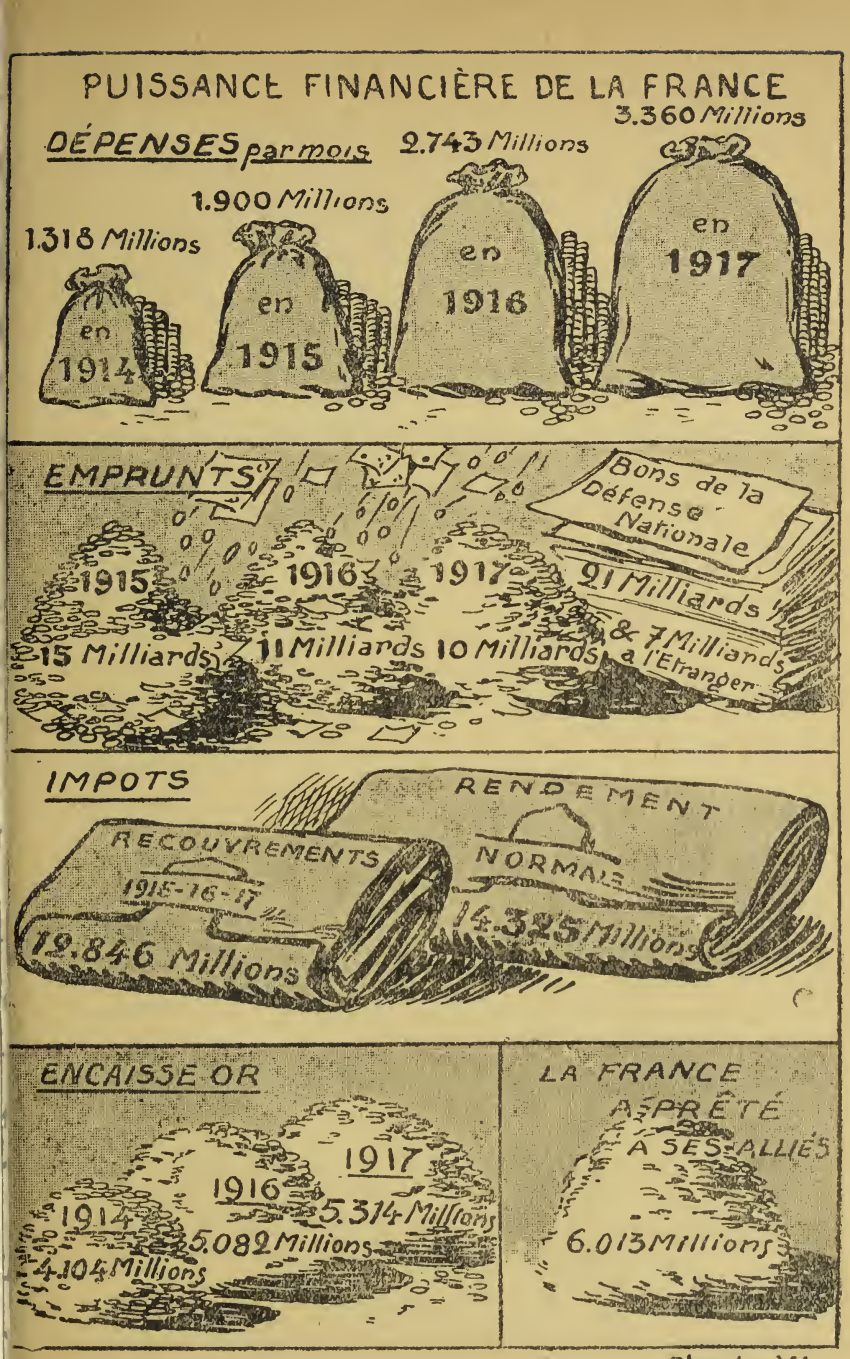

PUISSANCE FINANCIÈRE DE LA FRANCE
DÉPENSES par mois
1.318 Millions
en 1914
1.900 Millions
en 1915
2.743 Millions
en 1916
3.360 Millions
en 1917
EMPRUNTS
1915
15 Milliards
1916
11 Milliards
1917
10 Milliards
Bons de la Défense Nationale
21 Milliards
& 7 Milliards à l'Etranger
IMPOTS
RECOUVREMENTS
1915-16-17
12.846 Millions
RENDEMENT NORMAL
14.325 Millions
ENCAISSE OR
1914
4.104 Millions
1916
5.082 Millions
1917
5.314 Millions
LA FRANCE PRÊTE A SES ALLIÉS
6.013 Millions

Planche VI

5 milliards 314 millions d'or, le stock d'argent étant de 260 millions. Et le fleuve d'or coule toujours vers la Banque de France. Rappelons que, lors du deuxième emprunt, les souscripteurs, en trois semaines, apportèrent aux guichets 81 millions en pièces d'or. Un seul souscripteur apporta 200.000 francs en louis d'or.

Sept millions d'or furent recueillis lors du dernier et troisième emprunt de 1917.

Ce triomphe de l'or, comme le recouvrement des impôts, n'est-il pas un sûr garant de la force financière et de la confiance du pays?

Encore un chiffre, celui des prêts faits par la France, malgré ses énormes charges personnelles, à ses alliés. Elle leur versa plus de 6 milliards, exactement 6.013.000.000 de francs.

La Force financière de l'Angleterre.

L'Angleterre n'est pas restée au-dessous du magnifique effort financier de la France. A la séance de la Chambre des Communes du 24 juillet 1917, le chancelier de l'Échiquier, M. Bonar Law, à l'occasion d'une nouvelle demande de crédits de 650 millions de livres sterling, faisait un exposé détaillé de la situation financière de la Grande-Bretagne, en ce qui concerne les dépenses de guerre.

Le montant total des divers crédits votés pour la guerre atteignait, à cette date, 132 milliards 20 millions de francs, M. Bonar Law, faisant allusion à l'entrée en scène des États-Unis dans la guerre, concluait son exposé par ces paroles, qui valent d'être répétées :

« Maintenant — disait l'homme d'État anglais — que le pays qui possède les plus vastes ressources du monde entier s'est jeté de tout son poids de notre côté, nous pouvons répéter avec plus de vérité que jamais que ce ne sera pas le manque d'argent qui nous empêchera de remporter la victoire vers laquelle nous dirigeons tous nos regards. »

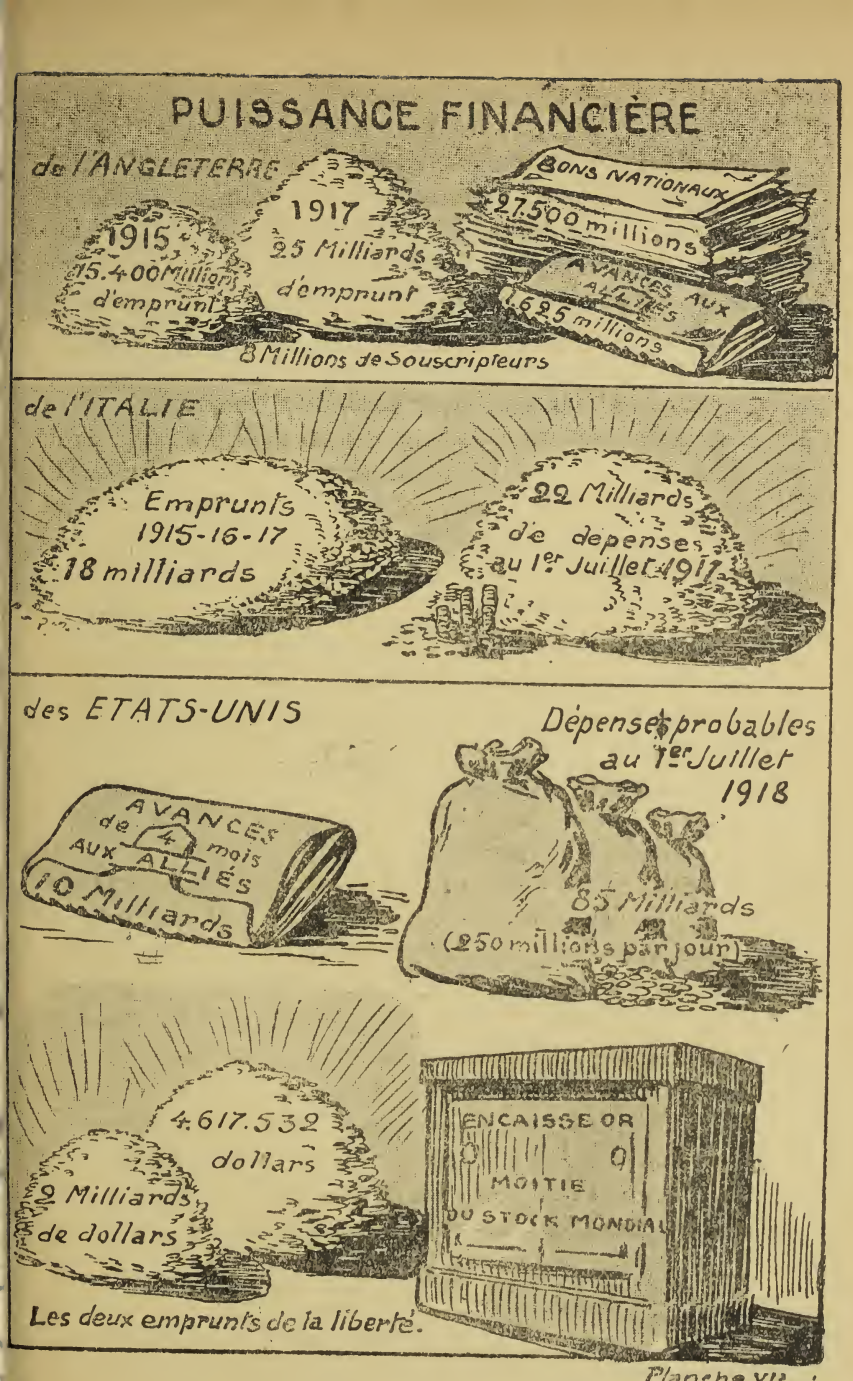

PUISSANCE FINANCIÈRE
de l'ANGLETERRE
1915
15.400 Millions d'emprunt
1917
25 Milliards d'emprunt
BONS NATIONAUX
27.500 millions
AVANCES AUX ALLIÉS
1.625 millions
8 Millions de Souscripteurs
de l'ITALIE
Emprunts 1915-16-17
18 milliards
22 Milliards de dépenses au 1er Juillet 1917
des ETATS-UNIS
Dépenses probables au 1er Juillet 1918
AVANCES de 4 mois AUX ALLIÉS
10 Milliards
85 Milliards
(250 millions par jour)
4.617.532 dollars
2 Milliards de dollars
ENCAISSE OR
MOITIÉ DU STOCK MONDIAL
Les deux emprunts de la liberté.

Planche VII

Pour satisfaire à ses formidables dépenses de guerre, l'Angleterre, comme la France, eut recours à l'emprunt. Le succès de l'emprunt anglais de février 1917 fut vraiment merveilleux. Le 26 février, M. Bonar Law apportait à la Chambre des Communes le chiffre global des souscriptions s'élevant à 25 milliards. Le précédent emprunt de 1915 avait produit 15 milliards 400 millions. Le nombre des souscripteurs à ce dernier emprunt avait été de 1.100.000. Ils étaient 5.280.000 à l'emprunt de 1917. En comptant les souscriptions infimes, à un shilling et au-dessus, inférieures à 15 shillings, les souscripteurs dépassaient 8.000.000 La nation anglaise tout entière avait souscrit. Toute la force financière anglaise, depuis la plus riche banque jusqu'au plus modeste épargnant, s'était donné rendez-vous aux guichets de l'Emprunt National.

Aussi, le chancelier de l'Echiquier, tout entier à son triomphe, ne put s'empêcher d'établir une comparaison, vraiment frappante, entre la force financière anglaise et la force financière allemande, comparaison basée sur les emprunts souscrits de ce côté et de l'autre du front. (L'Allemagne avait, à cette date, émis cinq emprunts, elle en est au septième.) La comparaison est curieuse et instructive. Laissons parler M. Bonar Law :

« Le produit total des cinq premiers emprunts de guerre allemands, — disait le chancelier, — est de 47 milliards de marks, qui équivalent à 2 milliards 350 millions de livres sterling, au taux conventionnel de 20 marks par livre, mais au taux de 28 marks par livre, qui est la valeur actuelle du marck, le produit total des cinq emprunts allemands n'est que de 1 milliard 678 millions de livres sterling. Depuis le commencement de la guerre, en négligeant tous les emprunts à court terme, les emprunts britanniques ont produit 2 milliards 2 millions de livres sterling qui, avec les bons de l'Échiquier dont la durée moyenne est de trois ans et demi, font 2 milliards 346 millions de livres. La population

de l'Allemagne est de 65.000.000 d'habitants, celle du Royaume-Uni, de 45.000.000. »

Il résulte du bilan financier des six premiers mois de 1917 que les revenus dépassent considérablement les précisions budgétaires. M. Bonar Law comptait sur un accroissement de 65 millions de livres sterling ; cet accroissement a été de plus de 91 millions de livres sterling.

La Force financière de l'Italie.

L'Italie a fait face, depuis son entrée dans l'Entente, à ses dépenses de guerre qui s'élèvent, d'une façon globale jusqu'en juillet 1917, à près de 22 milliards, exactement 21.610.198.762 francs. La dépense du dernier mois (juin 1917) se monte à 1.836.621.243 francs, soit un peu plus de 60 millions par jour.

Les dépenses de guerre ont été couvertes, jusqu'à concurrence de 18 milliards 307 millions par les emprunts émis en 1915, 1916 et 1917, atteignant ensemble 14 milliards et demi; par l'émission de 3 milliards de bons du Trésor et par 610 millions de bons dits de fournitures.

De l'exposé de la situation financière du pays, fait par le ministre du Trésor, M. Paolo Carcano, nous extrayons les déclarations suivantes :

« Le Trésor est parfaitement assuré qu'il ne manquera jamais des moyens dont il a besoin pour faire face aux exigences de la guerre. Cette foi qui l'anime est alimentée par l'aide réciproque que, dans un esprit de solidarité fraternelle, les Alliés ne cessent de se donner, et plus encore, par le fait indiscutable, dont la preuve n'est plus à faire, que tous les Italiens, qu'ils soient riches ou pauvres, capitalistes ou représentants de l'épargne la plus modeste, tous indistinctement ont conscience du devoir et de

l'intérêt qui leur incombent et qui les engagent à prêter à l'État tout ce qui lui est nécessaire pour le salut et l'avenir de la patrie. »

Un quatrième emprunt de guerre a été émis en Italie dans les premiers mois de 1917. Les souscriptions recueillies à l'intérieur du royaume, à part les conversions, s'élèvent à plus de 3 milliards et demi de lires, dont 2 milliards et demi d'argent frais et 1 milliards 123 millions de lires en titres étrangers et bons du Trésor (1).

Ce sont là d'excellents symptômes de la force financière italienne, qui possède en outre à la Banque d'Italie environ 900 millions d'or et argent, pour une circulation de 3 milliards de billets.

La Puissance financière américaine.

L'aide financière qu'apportent les États-Unis aux Alliés de l'Entente est considérable. Le Trésor américain est inépuisable.

Dans une récente séance (septembre 1917) de la Commission des Voies et Communications, M. Mac Adoo, secrétaire du Trésor, a déclaré que le Gouvernement américain se proposait d'avancer aux Alliés de l'Entente 2 milliards et demi par mois, à dater d'octobre 1917 jusqu'en juin 1918.

Cette somme de 2 milliards et demi par mois est en réalité servie aux Alliés depuis que les États-Unis sont entrés dans le conflit. Le premier prêt a été fait le 25 avril 1917, et le dernier — 500 millions de francs à la Russie — a été fait le 24 août.

Une dépêche de New-York, datée du 7 septembre, annonce qu'un nouveau prêt d'un demi-millard de francs a été consenti à l'Angleterre et à la France, ce qui porte le total des prêts américains aux Alliés à 11 milliards 382 millions.

Ces 11 milliards 382 millions se décomposent ainsi : 5 milliards

(1) L'Italie émet en ce moment (janvier 1918) son cinquième emprunt de guerre.

à l'Angleterre, 3 milliards à la France, 1 milliard et demi à la Russie, et le reste aux autres Alliés.

Le 5 novembre, le gouvernement des États-Unis consentait un nouveau prêt de 310 millions de dollars à la France, pour les mois de novembre et décembre 1917, et qui porte à près de 6 milliards le concours financier américain.

A fin décembre 1917, le montant des avances des États-Unis aux Alliés s'élevait à près de 4 milliards et demi de dollars, exactement 4.236.400.000 dollars.

Le 7 septembre, la Chambre des représentants américains votait sans scrutin, à l'unanimité, le plus formidable crédit qu'ait jamais voté un Parlement dans l'histoire. Le crédit s'élève à 11 milliards et demi de dollars, exactement 11.538.945.400 dollars, soit au cours du jour 57 milliards 695 millions de francs. Il est exclusivement consacré à la guerre.

Le 25 septembre, le Président Wilson signait le bill des crédits, connu désormais sous le nom de « bill des onze milliards de dollars ».

Les États-Unis dépassent dès les premiers mois de la guerre les dépenses des Alliés.

A la date du 16 septembre 1917, M. Fitz-Gerald, membre du Congrès et rapporteur de la Commission du budget, calculait le chiffre de prévision des dépenses des États-Unis pour la période finissant le 1er juillet 1918.

Ce chiffre, d'après lui, s'élèverait à plus de 85 milliards. Rien que pour l'aviation, le crédit prévu serait de 3 milliards 200 millions.

A ce taux le gouvernement des États-Unis dépensera pour la guerre 250 millions par jour, dépassant ainsi l'Angleterre dont la moyenne trimestrielle la plus élevée a été de 197 millions par jour, d'après la déclaration du chancelier de l'Échiquier, M. Bonar Law, du 12 juin.

Ces formidables dépenses, les États-Unis les couvrent aussi bien par l'emprunt que par des opérations de trésorerie et par les impôts de guerre. Le 2 octobre, la Chambre et le Sénat américains adoptèrent à mains levées la loi des impôts de guerre s'élevant au chiffre de 2 milliards 575 millions de dollars.

Le premier emprunt de la Liberté s'élevait à 2 milliards de dollars. Le deuxième emprunt, émis en octobre 1917 a produit plus de 4 milliards et demi de dollars.

L'enthousiasme pour ce deuxième emprunt, au dire des dépêches d'Amérique, dépassa toutes les prévisions. Dans de nombreuses villes, la campagne de l'emprunt fut ouverte au son des cloches des églises, au bruit des sirènes des usines et autres établissements.

Il est intéressant de reproduire ici l'appel lancé, à la date du 24 octobre 1917, par le Président des États-Unis pour ce deuxième emprunt de la Liberté :

« La force des États-Unis en cours de mobilisation, dit M. Wilson, vise à porter un coup mortel à l'autocratie prussienne, pour défendre les droits américains outragés et la cause de la liberté. Des milliards de dollars sont nécessaires pour armer, nourrir et vêtir les braves qui partent pour livrer la bataille pour leur pays et pour aider les autres nations avec qui nous faisons cause commune contre l'ennemi.

« Souscrire à l'emprunt de la Liberté, c'est rendre un service patriotique. En conséquence, moi, Woodrow Wilson, président de République des États-Unis d'Amérique, fixe la date du 24 octobre pour la journée de la Liberté et je recommande et conseille à tous les citoyens de s'assembler dans leurs communautés respectives et de promettre au gouvermement qui les représente leur appui financier dans la plus large mesure. Je demande que, dans l'après-midi de ce jour soient tenues, dans chaque village, dans chaque ville, dans chaque bourgade de tout le pays, des réunions patriotiques sous la direction générale du ministre des Finances et sous la

direction immédiate des comités de l'emprunt de la Liberté formés par les banques fédérales.

« Le peuple a répondu noblement à l'appel pour le premier emprunt ; l'excédent des souscriptions a été alors de plus de 50 0/0. Puisse la réponse au nouvel appel être encore plus probante et le résultat en être si élevé qu'il soit la garantie d'un appui sans égal pour encourager les hommes qui doivent affronter les feux de la bataille pour la patrie. Puisse le résultat en être si impressionnant que l'écho s'en fasse entendre à travers tous les territoires de nos ennemis, pour leur faire comprendre ce que l'Amérique a l'intention de faire pour mener cette guerre à une fin victorieuse. »

Voici maintenant une dépêche de New-York, qui annonce le colossal succès de l'emprunt.

« *New-York*, 8 *novembre*. — Le secrétaire d'État au Trésor, M. Mac Adoo, annonce que le second emprunt de la Liberté, dont les dernières souscriptions ont été reçues le 27 octobre, a produit la somme énorme de 4.617.532.000 dollars, soit près de 27 milliards de francs, au cours actuel du change. L'emprunt a donc été couvert une fois et demie, le gouvernement ayant demandé seulement 3 milliards de dollars.

En annonçant ces chiffres fantastiques, M. Mac Adoo a fait remarquer que le succès du deuxième emprunt est plus grand encore que celui du premier, qui produisit 3 milliards de dollars pour 2 milliards demandés. En outre, M. Mac Adoo a exprimé la satisfaction de constater que le deuxième emprunt fut très populaire. En effet, 9.400.000 personnes ont souscrit, dont 9.306.000 pour une somme variant de 50 à 50.000 dollars et pour un total de 2.488.469.350 dollars.

L'Amérique possède une formidable réserve d'or.

Au début de 1916, le Président Wilson déclarait : « Si la guerre dure encore un an, l'Amérique aura drainé la moitié de l'or en

circulation dans le monde. » L'Amérique ne possède pas encore la moitié du stock mondial d'or. Elle n'en est cependant pas loin.

Au 1er août 1917, le stock d'or en dépôt dans les établissements financiers américains, y compris les Caisses du Trésor, s'élevait à plus de 3 milliards de dollars, exactement à 3.086.218.498, soit plus de 15 milliards de francs. Le stock mondial est évalué à 40 milliards.

Ces 40 milliards d'or se répartissent ainsi : 18 milliards dans les caisses des pays de l'Entente, 15 milliards aux États-Unis, 7 milliards dans le reste du monde, y compris les empires centraux.

Le stock d'argent est de 767.740.215 dollars, soit près de 4 milliards de francs.

Quelques chiffres encore pour montrer la progression de l'effort américain. En avril 1917, les dépenses quotidiennes de guerre s'élevaient à 9.919.000 dollars. En mai, elles progressent à 10.575.000 dollars. En juin, à 13.853.000 dollars. En juillet, elles sont de 24.957.000 dollars. Elles doivent atteindre, nous l'avons dit plus haut, 250 millions par jour, soit 50 millions de dollars.

Le formidable effort financier de l'Amérique correspond à l'effort militaire.

III. — LA PUISSANCE ALIMENTAIRE

L'état de guerre qui, depuis l'entrée en lice des États-Unis, s'est étendu à la presque totalité du monde civilisé, n'a pas été sans exercer une influence considérable sur les conditions de la vie, au double point de vue de la rareté et de la cherté des vivres de première nécessité.

En même temps que la consommation des armées absorbait une part de plus en plus énorme de la production, le défaut de main-d'œuvre, conséquence de la mobilisation générale, se faisait cruelle-

ment sentir. Une partie des terres restait incultes, les récoltes allaient en s'appauvrissant. De 80 millions de quintaux, moyenne annuelle de la production en France, la quantité de blé récolté tombait, en 1917, à 39 millions et demi de quintaux, à peu près la moitié de la production normale.

La situation, pourquoi ne pas l'avouer, était inquiétante. Elle l'était bien moins cependant que chez l'adversaire, où elle est on peut dire désespérée. De multiples et sincères témoignages le montrent. Si, pour remédier à une récolte insuffisante, on s'est vu forcé de mettre en vigueur, chez les Alliés de l'Entente, certaines restrictions, il ne saurait toutefois être établi aucune comparaison entre le régime alimentaire tel qu'il existe dans les divers pays de l'Entente et celui qui sévit en Allemagne.

L'Allemagne tout entière, le mot n'est pas trop fort, a faim. Les vivres dont elle dispose encore y sont taxés à des prix fabuleux. A Paris, à Londres, à Rome, on paye tout plus cher qu'avant les hostilités, mais en somme on n'y manque et on n'y manquera jamais de rien. La vie est chère, mais elle est toujours à des conditions abordables. La constatation est facile à faire pour tout voyageur qui séjourne dans l'un des pays de l'Entente. Quant aux armées qui se battent sur les fronts de bataille, elles sont abondamment approvisionnées de tout ce qui est nécessaire à leur subsistance.

La Force alimentaire de la France.

Deux questions dominent le problème alimentaire d'un pays : celle du blé et celle de la viande. En premier lieu, celle du blé.

La récolte en céréales, depuis le début des hostilités, a été en France déficitaire.

La moyenne quinquennale de la production, fixée par les statistiques de l'Institut international de Rome, étant évaluée, pour la

France, a environ 80 millions de quintaux, nous constatons une décroissance de la production de 1914 à 1917.

De 76,9 (millions de quintaux) en 1914, la récolte est tombée à 60,6 en 1915, à 58,4 en 1916.

Le Ministère de l'Agriculture vient d'établir au moment où nous écrivons (fin septembre 1917), sur la base des données qui lui ont été fournies par les professeurs d'agriculture, son estimation provisoire de la production française de céréales en 1917.

En voici les chiffres en nombres ronds :

Blé : 39 millions et demi de quintaux.
Méteil : 900.000 quintaux.
Seigle : 7 millions de quintaux.
Orge : 7 millions de quintaux.
Avoine : 35 millions de quintaux.

Les causes de cette production déficitaire, qui est générale et que l'on constate chez tous les belligérants, peuvent se résumer ainsi : manque de main-d'œuvre pour les semailles, difficultés d'approvisionnement des engrais artificiels, rigueur d'un hiver anormal, régime pluvieux excessif.

Les besoins de la France en blé ayant été évalués en 1916 à 86 millions de quintaux, la production de 1917 lui assure à grand'peine la moitié de sa consommation.

Où la France trouvera-t-elle l'excédent qui lui fait défaut?

Dans les pays exportateurs de l'Entente, hors la Russie et la Roumanie.

Pendant la période quinquennale 1911-1915, ces pays ont récolté en moyenne 421 millions de quintaux de blé, qui ont été utilisés dans la mesure de 310 millions de quintaux pour la consommation et de 111 millions pour l'exportation.

C'est sur ces 111 millions que la France prendra les 45 à 50 millions de quintaux qui lui font défaut.

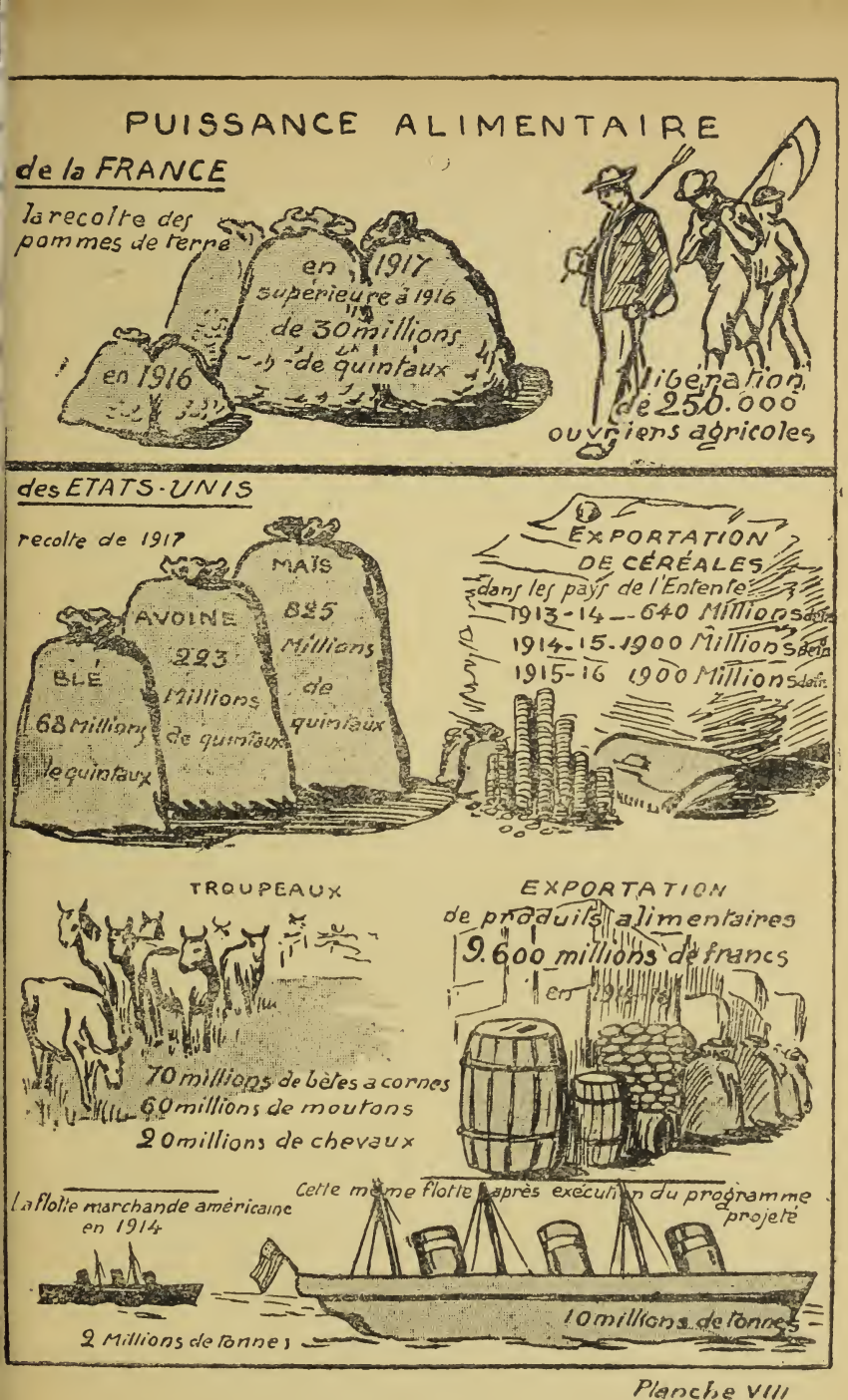


Planche VIII

Le tableau suivant montre la situation en céréales des divers pays exportateurs de l'Entente auxquels la France peut avoir recours pour parfaire sa production :

Pays exportateurs	Production moyenne	Exportations nettes moyennes	Consommation moyenne
	(En millions de quintaux)		
États-Unis	219.4	50.3	169.1
Canada	69.4	37.9	31.5
Indes anglaises	98.1	11.0	87.1
Algérie	8.6	1.2	7.4
Australie	25.7	11.1	14.6
Totaux du groupe	421.2	111.5	309.7

C'est donc aux États-Unis, au Canada, à l'Algérie et à l'Australie que la France doit demander ce qui lui manque de céréales.

Certes, il faudra disposer d'un important tonnage pour transporter cette énorme quantité de blé. La solution du problème n'est pas sans présenter de sérieuses difficultés qui ne sont pas, toutefois, insurmontables. La France y sera aidée dans une sérieuse proportion par la mesure prise par les États-Unis, qui ont mis l'embargo sur les exportations à l'adresse des neutres, exportations destinées, le plus souvent, au ravitaillement à peine dissimulé de l'Allemagne.

La France ne manquera donc pas de blé. Elle ne manquera pas non plus de pommes de terre, ce qui est loin d'être le cas de l'Allemagne, où la pomme de terre est l'une des bases de l'alimentation. Dans un récent discours à la Chambre des Députés, le Ministre de l'Agriculture, déclarait que la culture de la pomme de terre en 1917 dépassait 150.000 hectares celle de 1916. De son côté, M. Le Rouzic « dictateur » aux pommes de terre »,

estime que la récolte de 1917 sera supérieure de 30 millions de quintaux à la récolte précédente.

La France manquera-t-elle de viande? Non plus.

Le tableau suivant montre les chiffres d'ensemble des diverses catégories du cheptel français depuis le début des hostilités :

ANIMAUX DE FERME EXISTANT EN FRANCE
AU 31 DÉCEMBRE DES ANNÉES SUIVANTES :

Espèces	1913	1914	1915	1916
		(En milliers de têtes)		
Chevaline	3.222	2.205	2.209	2.256
Mulassière	188	152	145	148
Asine	536	337	323	327
Bovine	14.788	12.688	12.520	12.341
Ovine	16.131	14.038	12.262	10.845
Porcine	7.036	5.926	4.910	4.362
Caprine	1.435	1.317	1.231	1.177

Certes, le troupeau français a perdu de son importance. L'effectif du troupeau bovin en particulier, qui était d'environ 15 millions de têtes à la veille de la guerre, n'est plus, au 31 décembre 1916, que de 12 millions de têtes, soit une diminution d'effectifs de près de 2 millions et demi de têtes; mais il faut compter que, dans ce chiffre de 2 millions et demi de têtes perdues, les dix départements envahis qui, momentanément sont exclus de la consommation générale sont représentés par 900.000 têtes, ce qui réduit à un million et demi la chute du troupeau bovin français.

Ce chiffre de déperdition ne saurait du reste, s'il faut en croire les éleveurs de la Mayenne, l'un des plus riches pays d'élevage de la France, inspirer d'inquiétudes pour l'avenir. Au dernier recensement, on comptait en Mayenne 250.000 têtes de bétail, vaches

laitières ou bœufs de boucherie. Par comparaison avec 1914, il y avait un fléchissement de 30.000 à 40.000 têtes. Mais, de l'avis du président du Syndicat de l'Agriculture de la Mayenne, il ne faut pas y attacher d'importance. Les 90.000 vaches et les 4.000 taureaux qui assurent la perpétuité de la race ne sont pas entamés. Même constatation dans la Sarthe, où le troupeau bovin reste stationnaire à 230.000 têtes. La diminution provisoire du cheptel n'est donc nullement inquiétante pour l'avenir.

Ajoutons que des dispositions sont prises pour que disparaissent les causes principales de la pénurie de la récolte en céréales. Le retour des vieilles classes à la terre, annoncé par le Ministre de l'Agriculture à la Chambre des Députés, rendra à la terre de France 250.000 hommes dont 165.000 sont des chefs de culture qui vont reconstituer leur exploitation disparue. A eux s'ajoutent 55.000 hommes, travailleurs coloniaux ou prisonniers.

« La courbe des productions agricoles de la terre de France va remonter », disait avec raison à la tribune de la Chambre des Députés le Ministre de l'Agriculture.

La force alimentaire de la France, malgré les déficits temporaires que nous venons de constater franchement, est donc d'ores et déjà assurée.

La Force alimentaire de l'Angleterre.

L'Angleterre, de par sa situation géographique, a toujours été un pays de faible production en céréales. Tandis que la production moyenne quinquennale de la France est d'environ 80 millions de quintaux, l'Angleterre n'accuse qu'une production de 17 millions de quintaux. Elle doit donc, en tous temps, avoir recours, en quantités relativement considérables, aux pays exportateurs. Elle le fera cette année, comme elle l'a toujours fait soit avant les hostilités, soit depuis qu'elles ont été déclarées.

Deux documents nous renseignent sur la force alimentaire de l'Angleterre.

Tout d'abord un discours de M. Lloyd George, premier ministre, à la Chambre des Communes, du 6 août 1917. M. Lloyd George ne cache pas la vérité. La situation est loin d'être brillante. Elle permet cependant d'espérer une sérieuse amélioration. Nous donnons en entier la partie du discours du premier ministre, relative à la situation agricole :

« Je me propose aujourd'hui, a dit M. Lloyd George à la Chambre des Communes, de traiter de la situation en ce qui concerne les vivres.

« De bonne heure cette année, j'ai attiré l'attention sur notre position critique en matière de ravitaillement ; depuis lors, surtout grâce à l'énergie de lord Devonport et à l'organisation du contrôle de la marine marchande, la situation s'est très considérablement améliorée. L'année dernière, à cette époque, nos stocks de blé s'élevaient à 6.480.000 quaters : ils sont maintenant de 8.500.000, les stocks d'avoine et d'orge sont également plus élevés ; il y a eu également une économie considérable dans la consommation du pain, ce qui, avec le blutage moins fin, nous a procuré environ 70.000 quaters de plus par semaine.

« La superficie cultivée a été augmentée d'un million d'acres. Il est encore trop tôt pour fournir des indications sur ce que sera la moisson cette année. Si elle est bonne, comme elle promet de l'être, la condition de notre pays au point de vue des approvisionnements sera des plus satisfaisantes.

« Je recommande cependant de continuer l'économie en ce qui concerne les blés ; plus nous économisons chez nous, moins nous devrons puiser au réservoir des États-Unis et du Canada, dont la France et l'Italie ont également besoin. »

Voici maintenant sur l'état des cultures avant la récolte des renseignements publiés par le département d'Agriculture :

« D'après les correspondants du *Board of agriculture and Fisheries*, le temps fut généralement chaud et sec en Angleterre et dans le pays de Galles jusqu'à la fin du mois de juillet, et, dans l'ensemble, les conditions atmosphériques furent généralement favorables aux cultures, spécialement dans l'Ouest.

« Les cultures de blé s'améliorèrent durant le mois ; elles sont nettement meilleures dans l'Ouest que dans l'Est du pays ; on prévoit une récolte moyenne dans les comtés bordant la Severn, mais dans les comtés de Norfolk et de Lincoln, on ne s'attend qu'à une récolte inférieure d'environ 10 0/0 à la moyenne. La récolte de l'avoine, pauvre dans l'ensemble, est très variable suivant les régions : les prévisions sont mauvaises dans les districts producteurs de l'Est ; on attend par contre une récolte moyenne et même supérieure à la moyenne dans le pays de Galles et dans le Nord-Ouest de l'Angleterre.

« Les pommes de terre promettent partout une bonne récolte : en beaucoup d'endroits, dans le Sud, on s'attend à une récolte supérieure de 10 0/0 à la moyenne.

« La récolte du foin fut généralement effectuée en très bonne condition par le beau temps, quoique dans plusieurs districts la fenaison eût été entravée par des pluies intermittentes. La quantité de foin récoltée reste au-dessous de la moyenne.

« La main-d'œuvre manque encore beaucoup, mais les soldats et les femmes sont largement employés dans tout le pays. »

Ces renseignements sont, certes dans l'ensemble, satisfaisants. Mais, quels que soient les chiffres de la récolte, l'Angleterre, répétons-le, n'est pas un pays de céréales. Elle devra pour son alimentation se pourvoir, comme toujours, au dehors. Ce sera donc à sa marine à faire bonne garde sur les envois qui lui seront adressés. Et, comme on le sait, elle n'a jamais failli à sa tâche pour assurer sa protection.

La Force alimentaire de l'Italie.

L'Italie, en temps normal, produit environ 50 millions de quintaux de blé et en consomme 66 millions. Elle importe donc environ 16 millions de quintaux.

Sa récolte, comme cela se vérifie partout, est déficitaire. On l'évalue à 38 millions de quintaux.

Elle devra donc importer 28 millions de quintaux de blé. Comme pour la France et l'Angleterre ce sera pour elle une affaire de transport et d'argent.

La Force alimentaire des États-Unis.

En temps normal, les États-Unis produisent 20 0/0 du blé récolté dans le monde, 22 0/0 de l'avoine, 79 0/0 du maïs. On a calculé qu'ils pourraient nourrir avec ce maïs plus des trois quarts des porcs qui grognent sur la planète.

Ils possèdent encore des troupeaux énormes : 70 millions de bêtes à cornes, 60 millions de moutons, 20 millions de chevaux.

C'est par milliards de francs qu'ils ont déjà envoyé à l'Entente leurs produits alimentaires. Voici ce qu'ils ont expédié en Europe avant et depuis la déclaration de guerre, tant à l'Entente qu'aux neutres :

En 1913-14, ils envoient 640 millions de francs de céréales et farines ; 1.900 millions en 1914-15 ; la même quantité à peu près en 1915-16.

Pour les produits alimentaires bruts ou préparés, les États-Unis envoient à l'Europe des quantités correspondant à 4.800 millions de francs pour l'exercice 1914-15; ils expédient des quantités équivalentes pendant l'exercice suivant.

En 1913-14, les États-Unis exportèrent en Europe 22.000 chevaux et 5.000 mulets ; ils exportent, en 1914-15, 289.000 chevaux et 66.000 mulets.

Les États-Unis sont désormais, pour les Alliés de l'Entente, un réservoir inépuisable de vivres, de bétail, d'animaux de trait.

Le Ministre de l'Intérieur, M. Lane, disait, dans un discours qu'il prononçait au Carnegie Hall de Washington :

« L'esprit guerrier est magnifique dans les États de l'Ouest où j'ai fait un voyage il y a trois semaines. L'Ouest, comme l'Est, est résolu à mener la guerre jusqu'au triomphe. J'ai traversé des milles et des milles de territoires où partout travaillent des forges embrasées; j'ai vu de solides montagnes d'où le cuivre le plus pur est extrait à la pelle-vapeur; j'ai vu des terres produisant 60 boisseaux de blé, d'autres donnant 400 bushels de pommes de terre par are. *Nous ne laisserons pas jeûner nos alliés ;* nous ne les laisserons pas sans projectiles pour leurs canons. »

Une seule question se pose : celle des transports. La création d'une puissante marine marchande est l'une des grosses préoccupations du jour.

Le Bureau américain de la Navigation réorganisé annonce un programme grandiose. Des commandes ont été passées pour 433 navires d'une jauge totale de 1.919.200 tonnes. D'autres sont prêtes pour 452 navires, soit autres 2.968.000 tonnes. Les négociations en cours portent sur 257 navires représentant 1.281.000 tonnes. Et 150 navires divers fournissent enfin 1.800.000 tonnes. 101 navires allemands ont été, d'autre part, saisis dans les ports américains. Enfin, on estime que la réquisition décidée des navires en construction dans les ports américains pour le compte d'armateurs étrangers ajoutera encore 1 million de tonnes. On obtient ainsi un total global de 10 millions de tonnes nouvelles, alors qu'en juin 1914 la flotte marchande s'élevait à moins de 2 millions de tonnes.

Hommes, argent, vivres, tonnage : tel est l'effort américain, effort

formidable dont les adversaires de l'Entente éprouveront bientôt les effets.

IV. — LA PUISSANCE INDUSTRIELLE

S'il était possible d'embrasser d'un coup d'œil, aussi bien dans le Nouveau-Monde que dans l'Ancien, l'immense territoire des pays de l'Entente, ce qui frapperait d'abord le regard, c'est une formidable activité industrielle. En France, en Angleterre, en Italie, en Amérique, dans toutes les régions, aussi bien celles qui étaient déjà des centres actifs de travail que dans les régions silencieuses, les cheminées fument, les fours flambent, les marteaux retentissent, les machines font entendre leur ronflement sonore.

C'est par centaines de mille que, dans toutes les industries, celles de la guerre et celles de la paix, les ouvriers sont à l'œuvre. Cette éclosion de richesse industrielle, qui aura un retentissement dans les œuvres d'après-guerre, est l'une des faces, non la moins attachante, du mouvement intense créé par le développement des hostilités. L'activité industrielle des pays de l'Entente est au même titre que la force militaire, la force financière et la force alimentaire, un facteur de confiance dans la Victoire.

La Force industrielle française.

Dès le principe de la guerre, on constate en France, dans les premiers mois qui suivirent la mobilisation, un fléchissement bien facile à comprendre. La levée en masse des combattants avait eu pour résultat de vider les usines, comme elle avait vidé les exploitations agricoles et en général toutes celles dans lesquelles le bras humain fait œuvre de force. Nombre d'établissements industriels durent fermer leurs portes.

Le Service de l'Inspection du Travail a pu recueillir des indications, d'août à juillet 1916, sur 46.976 établissements industriels en activité avant la guerre, ces établissements appartenant aux industries les plus diverses : métallurgie, chimique, textile, alimentaire, etc. Au lendemain de la mobilisation, ce chiffre d'environ 47.000 usines était réduit de presque la moitié ; 25.502 établissements restaient seuls ouverts. La cause : les bras manquaient ; les hommes valides, les ouvriers forts et habiles étaient au devoir.

On comptait avant la guerre, dans ces 46.976 établissements, 1.637.166 ouvriers. Ce chiffre avait été à la mobilisation réduit des deux tiers. Les travailleurs, au lieu d'être un million et demi n'étaient plus que 500.000, exactement 534.287. La fermeture des usines avait eu une autre conséquence, désastreuse au premier chef : le chômage. Le nombre des chômeurs était considérable.

Le tableau de l'industrie française au lendemain de la mobilisation accusait donc quelques ombres. Celui d'aujourd'hui fait ressortir d'autant plus l'effort accompli. En juillet 1916, les 47.000 usines qui avaient fait l'objet de l'enquête de l'Inspection du Travail étaient rouvertes, sauf de très rares exceptions. D'après les statistiques, dressées par les ministères compétents, sur ces 47.000 usines en plein travail avant la mobilisation, plus de 41.000, exactement 41.540, étaient à cette date de juillet 1916 en activité.

A la même date, sur les 1.600.000 ouvriers d'avant-guerre, 1.417.187 étaient de nouveau à leur poste. Autant dire la totalité. Quant aux chômeurs, ils avaient disparu, par cette raison de la reprise presque universelle de l'activité industrielle. Dans la seule banlieue de Paris, où nombre d'usines avaient été désertées et où le travail avait dû être provisoirement suspendu, le nombre des ouvriers touchant l'indemnité de chômage avait subi une réduction de 94 0/0. Le chômage n'existait plus que pour les ouvriers âgés ou malades. La main-d'œuvre était retournée tout entière aux usines.

Pourquoi citerions-nous d'autres chiffres? Une simple promenade dans les faubourgs ou dans la banlieue des cités françaises suffit à montrer que jamais l'activité industrielle n'a été si développée qu'en ces jours de guerre. Aux heures d'entrée et de sortie des ateliers, les ouvriers des deux sexes — les femmes sont aujourd'hui au travail comme les hommes — se pressent par milliers. Et ce spectacle réconfortant n'est pas l'apanage des villes. La France entière semble en gestation d'activité universelle.

Nulle part peut-être, et cela se conçoit facilement, l'activité industrielle n'est aussi puissamment développée que dans l'industrie du métal. Le métal, c'est l'acier des canons et des projectiles, fringants comme le 75 ou formidables comme ces monstrueux obus, plus hauts qu'un homme, qui envoient sur les travaux ennemis des tonnes d'explosifs. L'industrie du métal c'est l'industrie de guerre. Et celle-là est véritablement d'une grandeur et d'une activité incomparables. Les puissantes exploitations métallurgiques du Centre de la France, le Creusot, Saint-Chamond ont plus que doublé leur personnel et leur installation.

Le Creusot, ce roi de l'industrie métallurgique française, a accru le nombre de ses hauts fourneaux, créé de vastes aciéries nouvelles, non seulement au Creusot même, mais partout, au Havre, à Honfleur, à Bordeaux ; canons, obus, fusées, engins de tranchées, machinerie de sous-marins, sortent des puissantes usines. Saint-Chamond n'est pas moins actif. Les canons lourds s'y pressent, monstres prêts à lancer la flamme. L'activité industrielle est multipliée grâce aux efforts merveilleux du personnel. Ne faut-il pas remplacer les usines prisonnières de l'invasion dans l'Est, dans le Nord, régions du fer, des machines et du charbon. Deux seuls chiffres, ceux du personnel ouvrier avant et après la mobilisation au Creusot et à Saint-Chamond. Au Creusot, ils étaient 12.000 ; à Saint-Chamond, ils étaient 9.000 ; ils sont 20.000 dans chacune des deux usines.

En occupant le riche bassin français du Pas-de-Calais, l'ennemi avait cru tuer à jamais en France l'activité houillère, et avec elle celle des usines françaises. L'ennemi s'est trompé. Les gisements charbonniers de la Loire, ceux du Sud-Ouest ont intensifié leur exploitation. Celles des mines du Pas-de-Calais restées en dehors de la ligne d'invasion, les exploitations de Nœux et de Béthune travaillent courageusement sous le feu des canons allemands. Les mines de Marles et de Bruay produisent plus qu'elles ne produisaient avant la guerre, en période normale.

Quelques chiffres extraits des récentes statistiques montrent que le travail souterrain est poursuivi en France avec l'activité la plus courageuse. Sur les 28 millions de tonnes de houille extraites du Nord et du Pas-de-Calais, l'invasion, qui a occupé Anzin, Denain, Courrières, Meurchin, l'Escarpelle, etc., nous enlève 18 millions de tonnes. Il en reste 10 millions. Ces 10 millions de tonnes de houille vont s'ajouter à l'extraction du bassin de la Loire et du Sud-Ouest. Les exploitations restées libres ont plutôt augmenté leur production. Marles a donné par mois 210.000 tonnes ; Bruay, 371.000 ; Nœux, 208.000 ; Béthune, 58.000 ; Ferfay, 28.000, etc. En tout un millier de tonnes par mois. Nœux exploite sous le feu des canons de l'ennemi qui sont à une dizaine de kilomètres. Béthune est plus rapprochée encore. Et c'est un spectacle angoissant et superbe de vaillance que de voir les wagonnets monter et déverser leur chargement de houille, pendant que souvent l'obus ennemi vient frapper à quelques pas. Les usines françaises, usines de guerre ou usines de paix, ne manqueront pas de charbon, ce pain, comme on l'a dit si souvent, de l'industrie.

Elles n'ont pas besoin de charbon, ces admirables exploitations qui ont capté la force de la houille blanche des Alpes françaises. Avant les hostilités, la France utilisait environ 750.000 chevaux de sa force en houille blanche. A la fin de 1918, elle dépassera un million de chevaux qui actionneront les industries les plus diver-

PUISSANCE INDUSTRIELLE
DE LA FRANCE
1914
1917
deux grandes usines de guerre
25.500 établissements en activité
534.000 ouvriers
41.500 établissements
1.417.000 ouvriers
1914 - 21.000 ouvriers
1917 - 40.000 ouvriers
l'extraction de la houille, est en pleine activité
la houille blanche
1914 - 750.000 chevaux
1917 - 1.000.000 de chevaux
Produits manufacturés
colorés avec les produits chimiques
1916 - Exportation: 1 Milliard de francs
Soieries de Lyon
1916 - Exportation 336.623.000 francs
Manipulation des ports français
1912 - 42 Millions de tonnes
1916 - 57 millions de tonnes

Planche IX

ses : lesaciers et les ferro-alliages destinés à la préparation des aciers-spéciaux, l'aluminium, les explosifs, les papeteries, etc. La force et la lumière sont partout transportées. De 1916 à 1918, le nombre des usinesactionnées en Savoie et en Dauphiné par la houille blanche s'est élevé de 13 à 209. Même activité dans le Massif Central, dans les Pyrénées, partout où la force naturelle peut remplacer le charbon. La houille blanche n'est pas seulement une richesse de la guerre, elle restera, lorsque la paix sera revenue, comme le plus beau fleuron de la couronne industrielle française.

Dans cette promenade à travers l'industrie française, il faut noter encore l'industrie, si longtemps accaparée par l'Allemagne, des produits chimiques et, en particulier, des matières colorantes et de certains produits pharmaceutiques. En 1916, il a été exporté pour environ un milliard de francs de produits colorés de toute nature, dont les teintures ont été fabriquées exclusivement en France. Même activité pour certains produits de la pharmacie courants, que l'Allemagne fournissait avant la guerre et qui sont aujourd'hui fabriqués en France : l'antipyrine, la caféine, l'atropine, le veronal, le formol, etc.

La verrerie de laboratoire, la verrerie médicale, la céramique de grès, cette dernière installée à la manufacture de Sèvres, sont désormais des industries françaises. Longue serait la liste des produits fournis jadis par l'étranger, aujourd'hui fabriqués couramment par l'industrie française, qui saura, après la guerre, conserver la suprématie acquise.

L'industrie textile, richesse des cités du Nord aujourd'hui envahies, a retrouvé sa prospérité avec les filatures du Centre et de la Normandie. Lyon continue son admirable industrie des soies, avec un tel succès que ses exportations atteignent et dépassent même le chiffre de 1912 (336.623.000 francs).

Il n'est pas jusqu'aux industries des régions envahies qui n'aient su renaître de leurs ruines. Ce sont elles qui ont installé les mer-

veilleuses fabriques d'Elbeuf, de Louviers et du Limousin. Dans la banlieue de Paris, des industriels, chassés de leur pays, s'installent. Une activité intense se constate dans les environs de Grenoble, comme elle se constate à Rouen. Pour ne citer qu'une grande industrie, celle des cuirs et peaux, le personnel, qui en août 1914 était tombé à 23.000 ouvriers, en possède aujourd'hui plus de 50.000.

La force industrielle de la France qui se confond avec la richesse du pays, est donc solidement assise. Un seul chiffre relatif au développement de ses ports pendant la guerre le prouvera encore. Les ports français ont manipulé en 1916 un tonnage de 57 millions de tonnes de marchandises, contre 42 millions en 1912. Voilà une constatation qui, à défaut d'autre, lèverait tous les doutes.

La Force industrielle anglaise.

La puissance industrielle anglaise pourrait se traduire par un seul chiffre. Pour les sept premiers mois de 1916, les exportations étaient, à 10 millions de livres sterling près, aussi considérables que celles de la période correspondante de 1914. La statistique montrant, d'un autre côté, qu'à la fin de 1916 la guerre avait réduit de moitié le nombre des travailleurs, c'est donc avec une main-d'œuvre réduite de moitié que le Royaume-Uni a pu atteindre à une production égale à celle de l'avant-guerre. Le rendement par ouvrier a doublé. C'est là un résultat de tout premier ordre. Ce résultat a été obtenu, grâce à des perfectionnements apportés dans les méthodes de travail et dans l'outillage. On a abandonné les vieux errements. On a fait, comme on dit, du nouveau. L'industrie anglaise, dans cette courte période de deux années, s'est entièrement rénovée. On a calculé que, dans les deux premières années de la guerre, l'Angleterre avait importé des États-Unis pour 200 millions de livres sterling — 5 milliards de francs — de machines-outils.

La guerre n'a pas seulement installé en Angleterre la fabrication des canons, des projectiles et des explosifs, dont nous avons montré plus haut le merveilleux développement. Elle a donné naissance à de puissantes et nouvelles industries qui ajouteront leur rendement à la force industrielle anglaise d'avant-guerre. Comme en France, il s'est créé en Angleterre d'énormes fabriques de produits chimiques, d'appareils électriques, de machines, d'outils, de verrerie, etc. Tous ces produits étaient demandés autrefois à l'étranger, en grande partie à l'Allemagne. Ils seront désormais fabriqués dans les usines anglaises. Ce seront des produits exclusivement anglais qui seront jetés sur le marché, non seulement de la métropole, mais de ses colonies.

Il n'est pas inutile de reproduire ici une dépêche toute récente, datée de Londres, 10 janvier 1918 :

Londres, 10 janvier.

La nouvelle de la capture par la science anglaise des procédés de teinture allemands a provoqué une vive sensation dans les milieux intéressés.

On y voit en effet la possibilité pour le commerce britannique d'échapper à l'emprise teutonne dans une industrie où l'Angleterre était presque absolument tributaire des firmes d'outre-Rhin et les principales maisons qui, à Leeds, Manchester, Huddersfield, etc., se sont spécialisées dans la fabrication des colorants ne cachent pas leur satisfaction.

Interviewé, M. Rowe, de l'Ecole de technologie de Manchester, qui se rendit spécialement en Suisse pour expérimenter les 257 recettes de la compagnie badoise de teinture, a confirmé que toutes les épreuves auxquelles il soumit les formules à examiner ont donné des résultats concluants.

On comprendra l'importance de l'acquisition par nos alliés des secrets teutons lorsqu'on saura qu'avant la guerre le commerce de colorants en Grande-Bretagne s'élevait à 50 millions de francs, dont un dixième seulement était fabriqué par l'industrie nationale.

Quand on considère l'immense effort industriel accompli par l'Angleterre depuis le commencement de la guerre, on ne peut manquer d'être frappé d'admiration. Rien n'existait en Angleterre qui pût

PUISSANCE INDUSTRIELLE
de L'ANGLETERRE
Exportations
chez les Alliés en 1916
3 milliards 938 millions
Usines
1916 – 2.500 usines
1917 – 4.770 usines
occupant { 2 millions d'hom.
500.000 femmes
en 1917
255 mill. de ton. de houille
10 mill. de tonnes d'acier
des ETATS-UNIS
minerai de fer
en 1914: 50 mill. de tonnes
en 1916: 64 millions de tonnes
fonte et acier
1914: 24 millions de tonnes
1916: 41 millions de tonnes
Bethleem Steel Co
Production Supérieure de 50%
à celle des usines d'Essen.
exportation du métal:
1914: 900 millions de fr.
1915-16: 3 milliards par an
exportation:
automobiles
200 millions de francs
1915-16: 750 millions de fr.
exportation:
explosifs
1916: 2 milliards de francs
1917: 4 milliards de francs
canons et
munitions fournis aux alliés
17 milliards de francs en 2 ans

Planch. X

fournir d'armes, de munitions, de vêtements, des mille besoins de la guerre, une armée, spontanément créée, de 5 millions d'hommes. Il fallut adapter à la guerre de multiples industries qui y étaient complètement étrangères. Au commencement de 1916, 2.500 usines travaillaient, sur toute l'étendue du royaume, pour le compte du gouvernement britannique. Au commencement de mars 1917, le nombre des usines avait été porté à 4.770 et il augmente encore de jour en jour. On se fera une juste idée de l'activité qui règne dans les établissements métallurgiques anglais quand on saura que le nombre total des hommes qui y sont employés peut être fixé à 2 millions. 500.000 femmes sont employées à la fabrication des munitions.

L'activité industrielle d'un pays n'a pas de critérium plus sûr que sa consommation de charbon, L'Angleterre produisait, avant la guerre en 1913, 287 millions de tonnes de houille, sur lesquelles elle exportait 73 millions de tonnes. Restaient, pour la consommation du Royaume-Uni, 214 millions de tonnes. En 1916, l'Angleterre a extrait 255 millions de tonnes — ce léger fléchissement s'explique par le départ d'un certain nombre de mineurs pour la guerre — et exporté 38 millions de tonnes, laissant à la consommation intérieure 217 millions de tonnes. C'est le chiffre d'avant-guerre. La force industrielle anglaise n'a donc point varié. Elle est aujourd'hui ce qu'elle était hier, formidable. Encore deux chiffres. Avant la guerre, l'Angleterre produisait 7 millions de tonnes d'acier; elle produit aujourd'hui (juin 1917) 10 millions de tonnes. Elle fabrique quinze fois plus d'acide sulfurique qu'avant la guerre.

La Force industrielle italienne.

La force industrielle italienne est, elle aussi, considérable. Les exportations de 1913 se chiffraient à 2 milliards 591 millions et à 2 milliards 230 millions en 1914. Le fléchissement est

négligeable après l'entrée en guerre. En 1915, les exportations étaient de 2 milliards 536 millions et de 2 milliards 293 millions en 1916. Les exportations en France, qui étaient de 231 millions en 1913, montent à 494 millions en 1916. Même augmentation pour les exportations vers l'Angleterre, la Suisse, les Indes anglaises, l'Égypte.

Comme chez les autres Alliés de l'Entente, les industries sidérurgiques et mécaniques sont, en Italie, en remarquable progrès. En 1916, les usines sidérurgiques italiennes ont monté plus de vingt nouveaux fours Martin de grande et moyenne portée. L'industrie du four électrique s'est également développée. L'industrie mécanique, depuis que la guerre a éclaté, a donné d'admirables preuves de capacité et de puissance. On en peut dire autant de la métallurgie qui a su, en peu de temps, substituer les produits italiens à beaucoup de ceux qui venaient entièrement ou en grande partie de l'étranger. Grande extension aussi des industries électriques, actionnées par la houille blanche. Toutes les sociétés de la Haute-Italie qui exploitaient cette industrie s'occupent déjà d'accroître leurs installations hydro-électriques et d'en construire de nouvelles, afin d'être en mesure de suivre les progrès industriels d'après-guerre.

On peut noter aussi le brillant réveil des industries chimiques italiennes et leur progrès. En dehors de l'intensive production des explosifs, des fabriques nombreuses se sont élevées qui augmenteront d'autant, une fois la paix revenue, la force industrielle du royaume allié.

La Puissance industrielle américaine.

Les États-Unis peuvent être considérés comme le premier pays industriel du monde. A eux seuls, ils produisent 36 0/0 de la houille et 62 0/0 du pétrole, 52 0/0 du cuivre, 50 0/0 de l'aluminium, 41 0/0

du fer, 36 0/0 du zinc, 32 0/0 du manganèse, 29 0/0 du plomb, 22 0/0 de l'or, 20 0/0 de l'argent, récoltés sur la planète. Ils produisent à eux seuls à peu près autant de minerai de fer que la France, l'Allemagne et l'Angleterre réunies.

Avant la guerre, les États-Unis produisaient 50 millions de tonnes de minerai de fer ; en 1916, ils en produisaient 84 millions. La production de la fonte et de l'acier augmente dans les mêmes proportions : 24 millions en 1914, 41 millions en 1916. Quant à la capacité productive des puissantes usines sidérurgiques américaines, il suffira, pour s'en convaincre, de citer un seul chiffre : une grande Compagnie de Bethléem, la Bethléem Steel C°, enregistre à elle seule une production supérieure de 50 0/0 à celle des fameuses usines allemandes d'Essen.

C'est à l'Amérique que la France et l'Angleterre ont eu recours, pour se fournir de machines-outils nécessaires à la fabrication de leurs usines de guerre nouvellement installées. Les usines américaines ont envoyé sur le continent des milliers de tours à projectiles, de raboteuses, d'aléseuses, etc., destinées au finissage des obus de tous calibres.

La Compagnie de Bethléem s'est spécialement consacrée à la construction du canon de gros calibre. Elle a fourni aux armées de l'Entente de nombreux obusiers de campagne et des pièces de tous calibres.

Les aciéries américaines ont également envoyé aux pays de l'Entente un tonnage considérable de barres d'acier pour la fabrication des obus de petit calibre.

Les ateliers américains ont envoyé à l'Entente des locomotives destinées notamment au transport de grosses pièces d'artillerie.

La richesse des États-Unis en minerais de cuivre, de zinc et de plomb assure à l'Entente la possession des métaux si utiles à la guerre. Les plus puissantes usines de cuivre du monde sont celles de l'Arizona et d'Anaconda, qui produisent par an 550.000 tonnes,

alors que la production mondiale ne dépasse pas un million de tonnes.

On sait que la cuivre fournit, par ses alliages, le bronze et le laiton. Les douilles des obus sont en laiton. Les ceintures des obus sont en cuivre. Les balles de fusil sont en plomb, comme celles des shrapnells.

Avant la déclaration des hostilités, les États-Unis exportaient environ pour 900 millions de francs de métal ; ils en ont exporté pour 3 milliards par an en 1915-16. Ils exportaient pour environ 200 millions de francs d'automobiles, ils en ont exporté pour 750 millions en 1915-16. Ils ont envoyé en Europe, aux pays de l'Entente, pour 2 milliards 300 millions d'explosifs en 1915-16 ; ils en ont envoyé pour plus de 4 milliards et demi en 1916-17.

Voici un tableau qui montrera, d'une façon saisissante, tout ce que l'Amérique a fait pour l'Entente.

EXPORTATION DES ÉTATS-UNIS (1)

Avant la guerre		1914-15	1915-16
		(En millions de francs)	
Vers l'Angleterre.....	2.005	5.960	9.250
Vers la France.....	630	2.500	4.500
Vers l'Italie.....	278	1.350	1.500
Vers la Russie.....	95	845	2.400

Les États-Unis ont envoyé aux Alliés, en matériel de guerre, canons, munitions, etc., en deux ans et neuf mois, pour plus de 17 milliards de francs. Qu'on juge, par ce simple chiffre, de la puissance industrielle de l'allié du Nouveau-Monde, désormais tout au service de l'Entente.

(1) Tableau extrait de *Ce que les États-Unis nous apportent*. (Paris, Hachette, éditeur.)

L'exposé des résultats de la mission de M. André Tardieu, haut commissaire français près le Gouverement américain, renferme des données fort intéressantes sur l'effort industriel des États-Unis.

Jusqu'à la fin du premier semestre 1918, les besoins de l'armée française, en ce qui concerne les automobiles nécessaires aux transports vers le front, sont complètement assurés.

Pour les voies ferrées, l'Amérique envoie 300 locomotives, 2.000 kilomètres de voie, 5.000 appareils de voie.

En outre, 680 locomotives, expédiées à l'armée américaine, allègent d'autant la charge imposée aux chemins de fer français.

D'énormes commandes de guerre vont être exécutées : matières premières d'aviation, éléments de canons, machines-outils, plomb, cuivre, etc.

L'un des chefs de la mission anglaise aux États-Unis, lord Northcliffe, retraçait en quelques lignes vibrantes l'activité formidable des puissantes usines américaines :

« J'ai passé, — écrivait lord Northcliffe, — une soirée à Détroit, ville d'un million d'âmes, et là j'ai vu la production quotidienne des usines d'automobiles sortir par les grandes portes d'un bâtiment dans lequel cent Grands-Palais tiendraient à l'aise.

« J'ai vu sortir de cette usine 3.200 automobiles avec leur carrosserie complètement terminée, et il en sort autant tous les soirs. »

Et lord Northcliffe résumait ainsi ses impressions :

« L'énorme République, faite de cent millions d'âmes, va jeter tout le poids de ses hommes, de ses industries, de sa richesse, de son enthousiasme et de sa ténacité dans la balance de la justice. »

Avec une telle puissance, tout entière à sa disposition, on ne peut plus se demander si l'Entente doit vaincre.

La victoire lui est, d'ores et déjà, assurée.

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

Introduction..... 5
La Puissance militaire..... 6
La Puissance financière..... 25
La Puissance alimentaire..... 38
La Puissance industrielle..... 49

Paris. — Imp. L. Pochy

Petite Bibliothèque de la Guerre

FASCICULES PARUS :

N° 1. — C. Bouglé, *Les Sources de la Guerre.*

N° 2. — J. C. Brinville, *Hohenzollern et Démocratie.*

N° 3. — *Des raisons d'aimer la France en guerre,* avec illustrations.

N° 4. — *La Part de la France,* lettre ouverte d'un soldat français aux soldats américains.

N° 5. — C. Bouglé, *Dans le "Secteur" de Jeanne d'Arc.*

N° 8. — *Pourquoi l'Entente doit vaincre.*

FASCICULES A PARAITRE :

N° 6. — René Puaux, *La questiom des colonies al mandes.*

N° 7. — C. Bouglé, *L'Intervention de l'Amérique latine.*

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 055081985